Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 24 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***16 - 23 juin 2021***

LES GANGS ARMÉS CONTRÔLENT LITTÉRALEMENT LA CAPITALE

Barbecue fait chanter Jovenel Moïse et consorts

Tractations autour de 200 millions de gourdes chaque 2 semaines aux gangs...

Par Léo Joseph

C'était la terreur sur la route de l'Aéroport, avant-hier (lundi 14 juin). Les gangs armés du G-9 en famille et Alliés avaient déployé leurs troupes contre les entreprises qui bordent cette artère principale de la capitale, sans qu'on sache, au juste, les motifs de cette descente insolite. Pour quoi les hommes du « *général Barbecue* » (Jimmy Chérizier) s'étaient ainsi mobilisés. Mais le lendemain (mardi 15 juin) tout est rentré dans l'ordre, la sérénité était de retour au rendez-vous, les employés, qui avaient vidé les lieux, suite à l'ordre intimé par les hommes

Carl-Frédéric Behrman, PDG de Behrman Motors.

Gonzague Day, ministre de l'Intérieur, un des liaisons de la présidence avec Barbecue..

Suite en page 2

UNE AUTRE CRISE D'ESSENCE À PORT-AU-PRINCE

Le BMPAD s'enfonce dans le silence

Déjà le prix du gallon d'essence flambe, jusqu'à USD 5,45/gallon...

La rareté récurrente de produits pétroliers entraînant de longues files de véhicules et de motocyclettes aux abords des stations d'essence, chaque trois mois, s'est déjà déclarée à la capitale haïtienne. Depuis déjà plus d'une semaine, les automobilistes commençaient à avoir des difficultés à s'en approvisionner. De jour en jour, les pompes arrêtent de livrer le précieux liquide, dont les prix ne cessent de flamber.

En effet, les signes de cette pénurie, constatée chaque trois mois environ, en Haïti, depuis déjà plus de deux ans, sont constatés à Port-au-Prince. Les longues lignes de véhicules et de motos, y compris des personnes armées de bidons jaunes vides

Michel Patrick Boisvert, ministre des Finances et des Affaires économiques, l'autre personne impliquée dans l'achat des produits pétroliers.

Fils-Aimé Ignace Saint-Fleur, le directeur général du BMPAD.

Suite en page 6

LA RÉALITÉ DES GANGS ARMÉS RATTRAPANT JOVENEL MOÏSE

Le quartier général de l'UDMO bientôt siège social des gangs armés

Claude Joseph, Premier ministre a.i. de facto, marche-pied des gangs armés.

Léon Charles, direceur général de la PNH. Après le titre, le panache, le gros salaire et les avantages, quoi... Rien. Ne frise-t-il pas la nullité.

Par Léo Joseph

J'ai évoqué, plus d'une fois, dans mes rubriques, l'éventualité, somme toute bien réelle, des gangs armés se lancer à la conquête du Palais national et à la prise du pouvoir. Les événements de ces derniers jours semblent faire de moi un prophète (*moun ki gen bouch kabrit*). Avec la guerre inter-gangs déclenchée à

Suite en page 8

HAPPENINGS!

It's Election time in New York and Haitian-Americans are running in several categories

Judge Dweynie Esther Paul

Cassandra Aimée Johnson

By Raymond Alcide Joseph

Next Tuesday, June 22 is primary elections in New York for offices of Mayor, Borough Presidents, Council members, Judges and more. Of several Haitian-Americans running for the Council and one running for Borough President of Brooklyn, two candidates have drawn my attention because

Continued on page 7

Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 2

LES GANGS ARMÉS CONTRÔLENT LITTÉRALEMENT LA CAPITALE

Barbecue fait chanter Jovenel Moïse et consorts

Tractations autour de 200 millions de gourdes chaque 2 semaines aux gangs...

Suite de la page 1

armés aux entreprises de fermer leurs portes (elles avaient jusqu'à midi, lundi, pour obtempérer à cette injonction), ont regagné allègrement leurs lieux de travail respectifs. Les hommes armés, qui avaient investi les lieux, la veille, ne sont visibles nulle part.

Après coup, il a été donné d'apprendre que cette scène infernale, suscitée par les bandits proches du pouvoir, avait pour motif un « *désagrément* » que le « *chef suprême* » des gangs armés avait avec le Palais national autour d'une rémunération mal distribuée, en tout cas pas dans le sens qu'attendait Barbecue. Des sources proches de la présidence et de Chérizier ont fait savoir qu'après s'être entendu avec ce dernier par rapport au mode de décaissement des 200 millions de gourdes négociées comme « *redevances* » aux bandits armés, Moïse avait décidé, sans préavis, de changer le protocole des échéances, que l'homme fort des gangs armés ne jugeait pas à son avantage.

Attaques contre les commissariats et autres actions déclenchées

D'aucuns ne cessent de s'interroger de la raison du silence du pouvoir, par rapport aux attaques féroces orchestrées par les gangs armés, à Martissant et ailleurs, en sus de l'offensive lancée sur les commissariats de Police de Cité Soleil en même temps. Jovenel Moïse, ses ministres et autres poids lourds du pouvoir savaient bien qu'ils avaient affaire avec Barbecue. Le petit peuple, victime des atrocités des bandits armés, n'avait aucune idée de ce qui se déroulait entre le régime en place et ses alliés du monde interlope. Voilà des pions sur l'échiquier, que Jovenel et ses hommes, face à Jimmy Chérizier, manipulaient à leur guise.

En effet, la descente des hommes de troupe de Barbecue sur le quartier des entreprises (Route de l'Aéroport), dès la matinée du lundi, entrait précisément dans le cadre de ce conflit. Arrivés dans ce quartier, les hommes armés se sont présentés chez le concessionnaire d'automobiles Berhman Motors où ils ont fait déguerpir tous les employés, que des policiers accourus sur les lieux, suite à l'appel de détresse qu'ils avaient reçu, ont facilité la sortie en catastrophe du personnel, par un couloir débouchant à l'arrière. Entre-temps, d'autres envahisseurs se présentaient aux autres entreprises, du même genre ou non, leur intimant de cesser leurs activités et d'envoyer tous les employés chez eux.

Berhman Motors, sur la Route de l'Aéroport, une entreprise de la troisième génération..

Jimmy Chérizier, dit Barbecue, la terreur de Jovenel Moïse.

Rappelons que cette action menée contre les entreprises du boulevard de l'Aéroport survenait après l'envahissement simultané de tous les sous-commissariats de Cité Soleil, y compris le quartier général de l'UDMO (Unité de Maintien de l'Ordre) situé dans la même juridiction. Pour mémoire, cette action avait entraîné la mort de huit policiers et la mise à sac de tous ces établissements qui ont été vidés de leurs contenus, armes, munitions et appareils de communications.

La genèse du conflit qui a rendu Barbecue fou de colère

Quand Barbecue entre en colère, gare à ceux qui l'ont provoquée, surtout ses alliés. C'est ce que Jovenel Moïse a découvert, bien que ce soit le petit peuple à en payer le pot cassé, en termes de vies fauchées, de maisons détruites, de familles sans abri et affamées.

Le tout a commencé, début mai, à la faveur des négociations entre les gangs et le Palais national, en vue de provoquer un répit dans le kidnapping. Ce cessez-le-feu a été trouvé à condition que le pouvoir verse 200 millions de gourdes chaque quinze jours à Jimmy Chérizier, qui se chargerait d'en faire la répartition entre les autres chefs de gang dont il se croyait être le supérieur. Mais il semble que ces derniers l'entendaient bien différemment. Car Jovenel Moïse a décidé de faire la répartition du magot différemment.

Léon Charles, direceur général de la PNH. Après le titre, le panache, le gros salaire et les avantages, quoi ? Rien. Ne frise-t-il pas la nullité.

En effet, tous les 200 millions de gourdes ne seront pas remises à Barbecue. Elles seront décaissées de la manière suivante :50 millions à ce dernier tous les quinze jours, pour être partagées avec les hommes directement sous son autorité. Le reste à Ti-Lapli, à Izo et à Lamò San Jou, chef de 400 Mawozo, à raison de 14 millions de gourdes chacun.

On affirme que Ardouin Zéphyrin a été chargé d'informer Chérizier de cette décision. Mais celui-là n'avait pu trouver les mots justes pour ramener son interlocuteur à la raison. On ne peut plus furieux, dit-on, Barbecue avait immédiatement ouvert la vanne des menaces verbales. Il semble que Jovenel Moïse et son entourage ne s'étaient pas laissé impressionner par les invectives de Barbecue.

Sur ces entre-faits, Jimmy Chérizier, après discussion avec ses lieutenants, avait décidé de « *frapper fort* », histoire de frapper l'imagination de Jovenel Moïse et de son entourage. D'où l'attaque simultanée dirigée contre tous les commissariats de Police et le quartier général de l'UDMO.

Malgré les dégâts causés par ces frappes et la gravité de la situation, le président ne voulait toujours pas « *entendre raison* ». Une attitude qui avait rendu Barbecue furieux. Voilà ce qui l'avait porté à terroriser les entreprises du boulevard de l'aéroport qui se trouvent dans l'orbite des territoires sous le contrôle des gangs armés.

Les policiers mécontents à leur tour

Si Jovenel Moïse a su faire le nécessaire, afin d'apaiser, de manière permanente, la colère de Barbecue, il n'a même pas levé le petit doigt pour satisfaire les revendications des policiers sous rémunérés ou « *victimes d'arriérés de salaire* ». Pourtant lors de la livraison des millions en liquidité aux chefs des gangs armés, ce sont des policiers qui assurent la sécurité des transporteurs, afin que les colis soient livrés sans encombre à destination.

Cette attaque des gangs armés de Barbecue a eu un impact immédiat sur le fonctionnement des entreprises. Au lendemain de cette perturbation spectaculaire des activités commerciales, au boulevard de l'Aéroport, le président directeur générale (PDG) de Behrman Motors a déclaré la fermeture de cette entreprise qu'il assimile à l'insécurité ambiante. Carl-Frédéric Behrman a déclaré, lors d'une intervention (mardi) que l'attaque de bandits est la principale cause de la décision de fermer son concessionnaire d'automobiles.

M. Behrman a profité de l'occasion pour expliquer que les employés de l'entreprise ont vécu de mauvaise heures de terreur et sont l'objet d'un traumatisme dont ils ne se remettront pas de sitôt. Celui-ci a également cru le moment opportun pour clarifier l'événement qui s'était produit. Car, selon lui, les bandits n'avaient pas eu le temps de pénétrer à l'intérieur de l'entreprise, à perturber la salle d'exposition des véhicules, tel que cela a été rapporté dans certains média. Il a informé, de surcroît, que les agents de sécurité préposés à la surveillance de ses installations, avaient réussi à tenir en respect les envahisseurs.

Suite à ces dernières attaques directes contre des entreprises nationales, des hommes d'affaires étrangers, qui se trouvaient, à la capitale haïtienne, au moment où les chefs d'entreprise vivaient ces moments d'extrême anxiété, n'ont pas caché stupéfaction, à observer cette spectaculaire impudence de la part des bandits perpétrant leur attaque en plein jour sans manifester « *aucune crainte* » de la Police. Sans savoir que dans l'Haïti de Jovenel Moïse, les forces de l'ordre (la Police) n'existent pas.

Un autre, compagnon de voyage du premier, a émis l'opinion selon laquelle « *les investisseurs fuiront ce pays comme la peste* ».

De toute évidence, les gangs armés ont les moyens de leur politique, car disposant d'armes de loin supérieures à celles que détiennent les policiers. Ils savent comment s'y prendre pour porter le pouvoir à faire droit à leurs demandes. De l'avis de plus d'un, ils sont capables de faire chanter le régime « *avec impunité* ». Jovenel Moïse et son équipe feignent ne pas comprendre la gravité de cette situation, s'imaginant, sans doute, que Barbecue et ses « *soldats* » seront toujours ses « *amis* », ne se souciant guère d'un revirement qui pourrait surgir dans la vie de ces criminels, au moment où il s'y attendrait le moins.

L.J.

Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 3

LE COIN DE L'HISTOIRE

Le cri de Jacmel

Par Charles Dupuy

Dès son arrivée au pouvoir, Duvalier entreprit d'inféoder à sa loi les trois forces politiques traditionnelles en Haïti : le commerce, l'armée et le clergé. C'est donc sans surprise que, dans les jours suivant son installation au Palais, il réclama des parlementaires les pleins pouvoirs économiques. C'était afin de s'emparer du Trésor public et instaurer un mode de gestion despotique des finances de la nation. En effet, Duvalier considère les revenus de l'État haïtien comme son bien propre, comme une affaire personnelle que, tout au long de son règne, il s'appliquera à gérer seul et à sa manière.

S'il ne sut jamais élaborer un projet cohérent de développement, il saura toutefois, et cela sans vergogne, augmenter la taxe sur le café, la principale source de revenu de l'État, exerçant ainsi une véritable strangulation fiscale sur les masses paysannes, aggravant d'autant le fameux « *parasitisme urbain* », cette iniquité scandaleuse qui les oppresse depuis l'indépendance et accélérant d'autant la paupérisation du monde rural.

En 1960, soit trois ans après l'entrée en fonction de Duvalier, le revenu *per capita* du citoyen haïtien chutait de sept dollars. Duvalier accuse alors ses ennemis et leurs entreprises militaires contre son pouvoir comme les vrais responsables de la situation déplorable dans laquelle il avait conduit le pays. Sans désemparer, il institue une politique dite d' « *austérité renforcée* » qui frappe de plein fouet les employés publics dont les appointements sont réduits de vingt pour cent et qui ne seront payés qu'avec des arriérés de salaire tels qu'on en aura que rarement vu au pays.

Le 25 juin 1960, c'est-à-dire après que son gouvernement eut englouti en un peu moins de trois ans quelque vingt millions de dollars d'aide américaine, Duvalier profitait de son passage à Jacmel où il s'était rendu afin d'inaugurer le nouveau port de la ville pour provoquer le Département d'État américain en agitant l'épouvantail du communisme. Il prétend alors que « *le point de rupture est atteint* », qu'il veut tout simplement changer de camp, tourner le dos au Monde libre, au bloc occidental et accepter désormais les propositions qui lui viendront de Moscou. « *Nous voici parvenus à la limite humaine de nos capacités à la patience, déclare-t-il. Nous sommes à la limite du temps des sacrifices […] Depuis trente-trois mois, mon gouvernement et son peuple ne vivent que de promesses, de sourires, d'encouragements, de recommandations, d'hésitations, d'attentes lentes et d'incompréhension […] Deux grands pôles d'attraction, l'un dans le Nouveau Monde, l'autre dans la vieille Europe, attirent actuellement les peuples. Si, en dépit de ses allégeances et de ses témoignages d'appartenance et d'amitié, il est rejeté par l'Ouest, il devient logique et même légitime [qu'un leader du tiers-monde] se tourne vers l'Est qui garde toujours les bras tendus pour l'accueil fraternel* ». C'est le fameux Cri de Jacmel comme l'appelleront les intellectuels de gauche et la foule hurlante de ses partisans. Le moins surpris par ce discours populiste, intimidant et revendicatif, ce fut l'ambassadeur américain, M. Gerald A. Drew, et cela pour la bonne raison que Duvalier lui en avait fait parvenir une copie quelques heures avant de le prononcer. On aura compris que toutes ces rodomontades diplomatiques devaient rester lettre morte, ne rien produire sinon qu'une détérioration sensible des relations personnelles entre Duvalier et l'ambassadeur Drew. (Duvalier prendra d'ailleurs pour principe de se mettre toujours à dos les ambassadeurs américains, Newbegin, Thurston, Timmons, qu'il accusera tous d'agir de mauvaise foi en tentant de le brouiller perfidement avec le gouvernement ami des États-Unis).

En 1962, les résultats de la saison touristique furent particulièrement décevants et les récoltes de café tout aussi désastreuses. Alors que les prix du sisal, du café et du cacao s'effondraient sur les marchés internationaux, le gouvernement se retrouva devant des caisses désespérément vides. Le budget de douze millions de gourdes de dépenses mensuelles fut ramené à onze millions, forçant les fonctionnaires à rester de longs mois sans salaire. Notons qu'en ces temps d'incurie, de marasme économique et d'attentats aux libertés, le paupérisme étendait ses ravages dans toutes les couches sociales. Plus de service public digne de ce nom pendant ces années où le seul bétonnage de la Grand-Rue ou l'inauguration de l'aéroport de Port-au-Prince étaient le prétexte à des manifestations euphoriques de réjouissance et au triomphalisme déchaîné de duvaliéristes fanatisés. Bien que l'opinion fût persuadée que la famille présidentielle continuât de s'enrichir et d'approvisionner ses comptes secrets dans les banques suisses, le peuple voyait prospérer la misère sociale, subissait les restrictions budgétaires, les mesures de rigueur, la dictature et sa terreur.

Notons qu'en ce qui concerne l'aide étrangère, Duvalier voulait en détenir l'absolu contrôle. Pendant qu'il réclamait des Américains cette « *injection massive de dollars frais* » indispensable à la régénération de l'économie nationale, ou qu'il signait une entente avec le FMI autorisant son gouvernement à retirer six millions de dollars en vue de stabiliser la gourde, il refusait toute vérification comptable relative à l'assistance financière qu'il recevait de Washington. Il en faisait une question de principe. Quand, en 1963, l'administration américaine fermera le robinet de l'aide économique et appliquera les plus sévères mesures de rétorsion diplomatique contre son gouvernement, Duvalier qui avait déjà englouti un total de 116 millions sous forme de prêts et de dons, clamera alors que la dignité nationale était menacée et proposera au peuple de se résigner à survivre dans le dénuement et l'austérité renforcée.

Selon les chiffres avancés par Damien Millet et Éric Toussaint, la dette d'Haïti s'élevait en 1986 à 900 millions de dollars alors que la fortune des Duvalier était généralement estimée à 750 millions. (*La crise, quelle crise?* éd. Aden, 2010). De son côté, l'économiste Fred Doura soutient que François Duvalier faisait sortir d'Haïti plus de sept millions de dollars américains par an à des fins personnelles. Il soutient de plus que « *des dessous de table considérables étaient également versés dans le cadre d'opérations avec des investisseurs étrangers pour des projets qui souvent ne voyaient jamais le jour et une caisse autonome recevait le produit des impôts et des redevances, qui ne figuraient pas au budget et ne faisaient l'objet d'aucune comptabilité. À la chute du fils, Jean-Claude Duvalier, la Banque mondiale révèle que cette dynastie a privé le pays, par le vol systématique des fonds publics d'environ 1,6 milliard de dollars américains* ». (*Économie d'Haïti*, vol. 3, p.225)

Chef d'un gouvernement marqué par la répression, la corruption et les pires infamies, Duvalier, tant qu'il sera aux affaires, ne pourra annoncer que des moments difficiles, des temps d'austérité, de rigueur économique et de pauvreté matérielle. Pour expliquer l'état lamentable des comptes publics et l'itinéraire décousu de sa gestion, Duvalier, selon son humeur, invoquera les dettes accumulées par son prédécesseur, la pingrerie de l'administration américaine ou bien encore les invasions armées de ses opposants.

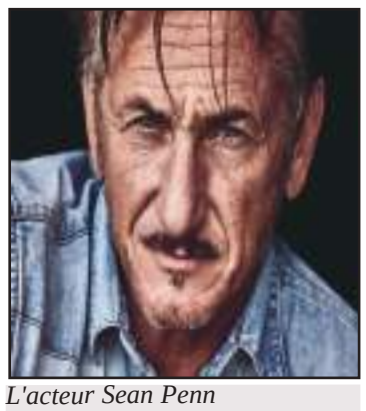
C.D. coindelhistoire@gmail.com **((514) 862-7185**

Sean Penn, de vedette internationale reconnue à un vrai comédien

Par Garaudy Laguerre

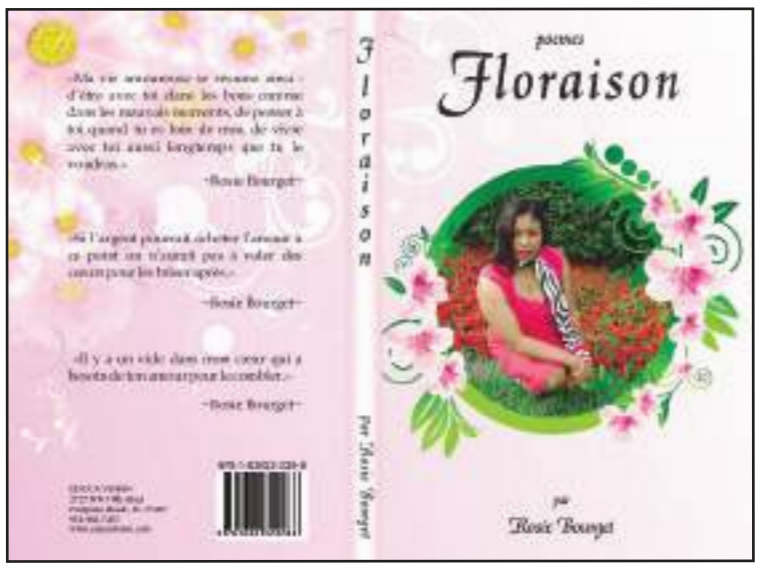
Sean Penn vient de passer de vedette internationalement reconnue à un vrai comédien. Pas seulement parce qu'il a accepté de faire le sale boulot de préfacer le livre de Laurent Lamothe, dont personne ne connaît encore le contenu, mais surtout, parce que comme tout bon comédien, il veut, ne fut-ce que pour un instant, nous faire oublier la réalité désastreuse de gabegie et de détournements de fonds, qui a caractérisé le gouvernement Lamothe-Martelly et leurs méfaits à l'encontre des intérêts de la nation haïtienne et de sa population. Lamothe, de son côté, ayant atteint un minimum de compréhension politique, bien qu'encore élémentaire, s'est rendu compte que nul autre qu'une vedette, un Blanc (on reviendra là-dessus), de réputation internationale pourrait avoir la prétention et l'arrogance de neutraliser le traumatisme collectif qu'a enduré la nation durant son passage au pouvoir; *ti manman cheri*, gouvernement *lakay*, 25 stades de foot imaginaires, $1,50 imposé sur les transferts de la diaspora, pour être ensuite volatilisé, pour ne citer que cela, réalisant plus tard que tout n'était qu'arnaque, justifiant des détournements de fonds co-

Suite en page 13



L'acteur Sean Penn

Laurent Lamothe, ex-Premier ministre haïtien, qui veut être président.



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 4

Coup d'œil sur la carrière musicale de Serge Philippe Simpson

Par Louis Carl Saint Jean

Dans mon enfance, j'ai adoré l'interprétation de la chanson *En mi viejo San Juan* du compositeur et chanteur portoricain Noel Estrada qu'avait faite, au début des années 1970, le groupe Les Ambassadeurs. Elle avait alors conduit mon jeune esprit au bord des larmes, presque à chaque fois que je l'écoutais. La raison en était que cette exécution m'avait donné la nostalgie de l'affection de mon père qui venait de s'expatrier aux États-Unis d'Amérique, en quête d'une vie meilleure pour la famille. Les plus émouvantes paroles étaient, selon moi, les premières de la partie chantée en français par Pascal Albert : « *Nul ne peut ignorer comme cela est dur de vivre loin de son pays, loin de tous ses parents, loin de tous ses amis...*»

J'aime appliquer ces vers libres, simples mais si profonds, à la perte d'un être cher, lorsque cet événement malheureux survient justement en terre étrangère. Alors, remplaçant le verbe « *vivre* » par « *mourir* », la pensée devient : « *Nul ne peut ignorer comme cela est dur de mourir loin de son pays, loin de tous ses parents, loin de tous ses amis...*» J'aime aussi la fusionner, à cette même occasion, avec cette phrase bien connue d'un auteur anonyme: « *Va où tu veux, meurs où tu dois* ».

Ces deux réflexions m'ont tour à tour effleuré l'esprit après que le saxophoniste Paul Choisil, ancien maestro de l'Ensemble Latino, m'a appris le 5 juin dernier, la voix embuée de larmes, la nouvelle de la mort en Norvège de notre ami commun Serge Simpson. Et, quelques minutes plus tard, Mona Simpson Gaudino, jeune sœur du défunt, m'a précisé que notre musicien a rendu sa belle âme à Dieu dans l'après-midi du même jour, dans un centre hospitalier situé à Stjørdalen, une commune norvégienne. Il avait 81 ans.

Serge Philippe Simpson, au piano, en janvier 2014.

Ma première conversation téléphonique avec Serge Simpson remonte au dimanche 17 juin 2007. Depuis cette date et jusqu'à juin 2019, nous nous parlions au moins une fois par semaine et communiquions via courrier électronique presque tous les jours. Au fil du temps, j'avais fini par le considérer comme un grand frère, voire comme un père, tellement nous étions devenus très proches. D'ailleurs, pour m'exprimer son affection fraternelle, il m'a toujours nommé de mon sobriquet. Il a été l'un de ceux dont j'ai appris des leçons inoubliables sur l'histoire de la musique de notre pays qu'il a aimé comme la prunelle de ses yeux. Et je dois admettre que je m'étais bien nourri aux pieds de ce maître, de ce griot malheureusement disparu.

C'est à Port-au-Prince, le 12 mai 1940, que Serge Philippe Simpson a vu le jour. Il était le fils d'Emile Simpson et de Ruth Mathurin Simpson. C'est un peu par hasard qu'il est venu à la musique. En effet, à l'âge de 7 ans, à la suite de la mort de son père, il va vivre à Martissant, chez sa marraine, Germaine Roy-Garnier. Cette dernière était aussi son institutrice en classe de 7è au lycée Alexandre Pétion, où il a fait également ses études secondaires. Le mari de celle-ci, Ulrick Garnier, violoniste amateur, avait fondé un ensemble de musique de chambre qui jouait chez lui presque tous les dimanches.

M'avait confié Simpson: « À cette époque, j'étais très déprimé et je pleurais constamment. Je ne voulais parler à personne, car je souhaitais rejoindre ma mère. À chaque prestation de ce quartette, je me mettais sous la table pour en écouter les interprétations des œuvres classiques et romantiques de divers compositeurs occidentaux. C'est sans doute ainsi qu'est née ma passion pour la musique. » À l'âge de 10 ou 11 ans, alors enfant-de-chœur à l'Église Sainte Trinité, il commence à tâtonner ses premières notes et à gazouiller sur le piano du salon. Simultanément, il s'aventure en autodidacte à la flûte et à l'harmonica.

Serge se trouve maintenant à la fleur de l'adolescence. En 1952, peu après l'obtention de son Certificat d'études primaires, il retourne chez sa mère à la rue Geffrard, non loin du Petit Séminaire Collège Saint-Martial. Un an plus tard, ses voisins immédiats seront Claude Durosier et Paul Choisil. Ce dernier, qui garde d'agréables souvenirs de cet épisode, m'a ainsi raconté une partie de leurs débuts dans la musique: « *Peu après ma rencontre avec Serge, j'ai appris à jouer de la petite flûte en métal à six trous, et Claude, de l'harmonica. En peu de temps, nous jouions des morceaux de la Orquesta Aragón, qui était très populaire en Haïti, et nous donnions des sérénades pour les jolies filles du quartier* » (Courriel de Paul Choisil, 4 mai 2016).

Serge Philippe Simpson, encore live, en mars 2014.

Au milieu des années 1950, les Simpson déménagent à la rue Capois, non loin de la ruelle Roy. Là, un nouvel horizon allait s'ouvrir devant le jeune artiste. Il continue de plus belle son aventure musicale. En effet, Serge et son cousin Carlo Gilles forment un duo qui égaie les soirs de leur voisinage. Il est à l'harmonica et Carlo convertit en tambour n'importe quelle boîte en carton qui lui tombe sous la main. Au fil du temps, ils se manifesteront un peu partout dans des fêtes d'anniversaire pour enfants et même pour adultes, dans des baptêmes de poupées et dans d'autres manifestations mondaines.

Ambitieux, Serge ne tardera pas à mettre d'autres cordes à son arc. Au cours de la même période, il est ébloui par la virtuosité de Félix « *Féfé* » Guignard, à l'accordéon, qui se produisait au bistrot Le Perchoir, à Bouthilliers. Depuis lors, il apprend à jouer tout seul de cet instrument.

Peu après, notre artiste se retrouve sur plus d'un front pour affûter ses armes. D'abord, il assiste de très souvent à des séances de répétition de l'Ensemble Aux Calebasses dans le simple but d'observer le style riche et envoûtant de Richard Duroseau. Ensuite, pour pratiquer et pour améliorer son jeu, il fréquente assidûment la maison de Philippe « Pépé » Bayard et celle de Carlo Ramirez, vu que ces deux possédaient un accordéon.

Serge Philippe Simpson live en septembre 2009.

En moins de rien, Serge Simpson, qui apprend très vite, acquiert une popularité enviable. Vers la fin de 1956, il sera apprécié dans tous les quar-

Suite en page 5

Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 5

Coup d'œil sur la carrière musicale de Serge Philippe Simpson

Suite de la page 4

tiers de la capitale et de ses environs. Au Bas-peu-de-Chose, il se liera d'amitié avec Ansy Dérose. Ce dernier, son aîné de six ans, alors à l'école de voix de Mme Elizabeth Mahy, le prend sous ses ailes. En clin d'œil, on verra ces deux nouveaux copains, Serge, à l'harmonica et à la flûte et Ansy, chanteur à la voix mélodieuse, à la guitare, enfiévrant partout des sauteries et d'autres fêtes.

Entre-temps, Serge fait des progrès remarquables au piano, instrument dont il a également fait seul l'apprentissage. Avec son cousin Jean Garnier, il sérénadera de très souvent les jeunes filles de son quartier. « Ce furent des moments inoubliables », se souvient-il.

Ces heures délicieuses allaient se succéder en cascade. En octobre 1959, Serge Simpson remplace au pied levé l'accordéoniste Paul Karaha, au sein de l'Ensemble Latino. Celui-ci et son frère aîné Georges, fondateurs de cet orchestre, devaient alors rejoindre leurs parents à Maiquetía, au Vénézuela. En mars 1960, Simpson se sépare de ce groupe. Pour en maintenir la performance, son personnel fait appel à Eddy Prophète, accordéoniste de l'Ensemble Vertières, future star du groupe de l'immortel flûtiste et saxophoniste Webert Sicot.

Le printemps 1960 marque l'époque qui favorisera le plus l'épanouissement de la carrière de Serge Simpson. Il commence à fréquenter Radio Haïti où Herby Widmaier, l'un des pionniers du jazz en Haïti, partage volontiers son vaste savoir musical avec les jeunes espoirs du pays. Celui-ci l'initie au vibraphone et au jazz. Et, comble de bonheur, il y rencontre Jacques Lhérisson, qui fait alors ses débuts comme pianiste. Ces deux bleus font des studios de cette station de radio un temple et d'Herby Widmaier un demi-dieu. Ils sont au septième ciel !

Avec obstination, Simpson, qui habite à la rue Capois, se rend presque tous les jours chez Lhérisson, à la ruelle 3, à Desprez, pour s'exercer au piano et au vibraphone. Ensemble, ils explorent un vaste répertoire de jazz que leur a proposé leur nouveau maître. Ils deviennent ainsi des admirateurs du pianiste et accordéoniste britannique George Shearing. Parmi ses autres préférés à l'étranger, Simpson m'a toujours mentionné Charlie Parker, Bill Evans et Keith Jarrett, parmi d'autres grandes figures du jazz. On sent déjà chez lui l'influence d'Herby. D'ailleurs, il m'avait, plus d'une fois, avoué : « Mon héros musical est Herby Widmaier. Il est l'un de ceux à qui je dois ma carrière... ».

Rappelons que Simpson a toujours éprouvé une grande admiration pour Félix « Féfé » Guignard, son accordéoniste et pianiste de prédilection, pour Guy Durosier, Ernest « Nono » Lamy, Antalcidas Murat, Webert Sicot, Raoul Guillaume, Ansy Dérose, Fritz « Toto » Duval, Alix « Tit » Pasal, etc. Et il a toujours considéré José Tavernier comme son « meilleur complice». Leur complicité, l'on se souviendra, a été scellée par leur collaboration dans l'adaptation ou l' « haïtianisation », vers la fin de 1962, d'une comédie musicale française qu'ils baptiseront La vie musicien. Cette pièce a été reprise, par la suite, par maintes formations, dont Raoul Guillaume et son groupe, Les Corvington, Les Gitans, Ibo Combo, Caribbean Sextet, etc.

L'année 1961 tire maintenant à sa fin. Simpson, encouragé par Jacques Lhérisson, monte un ensemble baptisé Simpson Jazz Quintette. Signalons-en les musiciens : Simpson (vibraphone), Lhérisson (piano), Henriot «Boulo» Valcourt (guitare électrique), Léopold « Yoyo » Molière (contrebasse) et Raph Champana (batterie). Un peu plus tard, José Tavernier remplacera Champana.

La vie musicale de Serge Simpson prend un tournant important en octobre 1961. Il remplace le génial Richard Duroseau, qui se sépare de l'ensemble de Nemours Jean-Baptiste. Il tire admirablement son épingle du jeu, d'autant qu'il n'était pas permis à n'importe qui de succéder à l'enfant prodige du compas direct. Le premier disque qu'il a enregistré comme accordéoniste avec cet orchestre — (IBO 111) — demeure, à mon goût, l'un de ses plus beaux.

Le percussionniste Eddy Calixte, ancien secrétaire général et administrateur du Super Ensemble Nemours Jean-Baptiste, m'a rendu un bon témoignage de notre artiste. Pour lui: « Simpson était l'un des musiciens les plus disciplinés de l'ensemble... Il avait avantageusement remplacé Richard Duroseau à l'époque où le compas direct allait justement prendre, surtout avec la voix de Pierre Blain, sa forme parfaite». (Entrevue de Louis Carl Saint Jean avec Eddy Calixte, 20 avril 2007.) Au retour de Duroseau, quelques mois plus tard, le maestro maintient Simpson dans son ensemble et le fait passer au vibraphone. D'ailleurs, avec le groupe « rouge et blanc », il a joué de cet instrument dans deux autres disques : Nouveaux Succès (IBO 114) et Robe Entrave (IBO 117).

Bien que membre d'une grande formation, Simpson n'allait pas négliger son quintette. Au début de l'année 1963, il l'élargit en s'associant à d'autres musiciens comme Volny Souffrant (trompette), Claude Durosier (chanteur) et Claudy Jean (tambour). C'est ce groupement qui, à la suite de la dislocation du Simpson Jazz Quintette, se nommera «Les Gilbreteurs ». Rappelons qu'il a inscrit au répertoire de cette formation des morceaux qui seront, par la suite, interprétés par plusieurs groupes et artistes. Citons, par exemple: Dòdò le grand, Un pauvre artiste, etc.

Serge Simpson devait cueillir d'autres lauriers. En été 1963, il remplace le pianiste Henri Pierre-Noel, dans le groupe Les Gitans, qui joue sous la direction du chanteur Michel Pressoir, d'abord à Africana Bar Restaurant (Cité Dumarsais Estimé), puis au Dantor Night Club (Pétion-Ville). C'est vers cette époque qu'il a composé Hommage à Toto, pour louer les talents de son ami, le guitariste Fritz « Toto » Duval, une des étoiles du Super Ensemble Webert Sicot. En mars 1964, il se sépare du Super Ensemble Nemours Jean-Baptiste. À la fin de la même année, lui et Claude Durosier font leur adieu aux Gitans, écœurés par le climat d'insécurité quasi permanent créé au club pétion-villois par certains baroudeurs et fins limiers du régime.

Nous sommes au milieu de la décennie 1960. La fuite du capital humain, accélérée par les nuisances de la dictature, atteint son apogée. Le 9 janvier 1965, Serge Simpson et le guitariste Georges Neff, comme bon nombre de forces vives de la nation, quittent leur terre natale pour aller évoluer à l'étranger. Ils se retrouvent au sein d'un groupe que dirigent, à tour de rôle, à La Cocoteraie, à la Guadeloupe, les trompettistes Volny Souffrant et Raymond Sicot.

Les choses bougent promptement pour Simpson. En octobre de la même année, ces deux amis et collègues, après la fin de leur contrat, se rendent à la Martinique pour entrer dans Les Gais Troubadours, à peine crées par le chanteur Louis Lahens. Celui-ci confie à Simpson l'arrangement de la plupart des morceaux formant le répertoire de cet ensemble monté, en grande partie, par le trompettiste pilatois Kébreau Jean. Sarah-cha-cha-cha, une composition — paroles et musique — de Serge Simpson, sera l'un des tubes de cet orchestre dont la durée n'a pas dépassé deux années.

L'entregent et le talent de Serge Simpson allaient lui ouvrir une autre porte à la Martinique. En avril 1967, il est embauché pour conduire un quartette à l'hôtel El Morocco, à Fort-de-France. Il s'entoure alors du guitariste Georges Neff, du chanteur Carlo Glaudin et du percussionniste Eddy Glaudin. Nos quatre musiciens y font un passage éclair : le 2 juillet de la même année, grâce à l'aide de Raymond Sicot, ils émigrent aux États-Unis. Trois jours plus tard, sur la recommandation de Gérard Poux, ils quittent New York et s'installent à Washington, D.C.

C'est à la capitale étoilée que Serge Simpson allait cueillir ses plus beaux lauriers. Quelques jours après son arrivée, s'associant avec ses trois compagnons précédemment cités, il fait les beaux jours du restaurant français Le Petit Paris. Au cours des premiers mois de l' année 1968, Ulysses Augers, le magnat gréco-américain, de la restauration washigtonnienne, lui offre un tréteau à Black Beret, un de ses nombreux restaurants. C'est à ce moment que ce groupe sera baptisé The Islanders. Quelque temps après, Simpson s'alliera à André Romain (chanteur et bassiste) et Toto Duval (chœur, guitare acoustique, basse électrique et « steel-drum ») pour égayer les soirs du Black Horse, un autre établissement de M. Augers.

Nous sommes en 1969. Serge Simpson est connu comme le loup blanc dans sa ville d'accueil. Il s'attire l'admiration des étudiants et des fonctionnaires haïtiens de Washington. Du nombre de ses meilleurs amis, il comptera Marc Bazin, alors économiste à la Banque mondiale et futur ministre haïtien de l'Économie et des Finances. Il sied de signaler qu'à la même période, son ami Alix « Tit» Pascal, qui lui rend visite presque tous les fins de semaine, l'orientera dans ses études d'harmonie du jazz. Les arrangements des disques Black Beret Presents The Islanders et Jesebel, du chanteur Michel Pressoir, sont la preuve que Simpson a été à bonne école.

Toujours en quête de nouvelles aventures, en juillet 1974, Simpson quitte les États-Unis et s'établit en Iran avec Jeannette Mackertichian, son épouse iranienne-arménienne. Peu après son arrivée, notre compatriote fait le piano-bar au « Toulouse Lautrec », l'un des restaurants les plus huppés de Téhéran.

Serge Simpspon ne restera pas longtemps à Téhéran, en dépit du franc succès qu'il y recueille. En novembre 1976, il retourne au District de Columbia. Sans délai, il se retrouve pianiste soliste au «Blackies House of Beef », un nouvel établissement de M. Augers. Au début de 1977, il joue en duo au « Black Horse » avec le contrebassiste gonaïvien Gérard Antoine Noël. Le côté aventureux de notre artiste allait mettre fin bientôt à cette intéressante collaboration. Il s'agissait de sa dernière apparition publique aux États-Unis. En effet, au début de l'été 1978, il fait ses valises pour se fixer en Europe.

Le voilà, d'abord, au Danemark. Il s'inscrit immédiatement à l'agence de l'imprésario danois Axel Jarlmose. Grace aux contrats que lui trouve celui-ci, il fait le piano-bar pendant une douzaine d'années, dans nombre d'hôtels et de restaurants hauts de gamme de Copenhague et d'autres villes de ce pays. En 1990, pendant qu'il anime une soirée au Bristol Hôtel, il rencontre Astrid Urbye, l'agente aux réservations de l'Eivind Solberg Solberg (Oslo). Celle-ci lui offre des contrats en Espagne, en Finlande, en Grèce, en France et un partout en Europe. En avril 1994, Serge Simpson se fixera définitivement en Norvège. Il devient le pianiste soliste du Rica Hell Hôtel. Il profitera de ce passage pour prendre parallèlement des cours d'harmonie de Birgit Skogen, du Conservatoire national de musique d'Oslo.

Serge Simpson a pris sa retraite le 22 décembre 2015, après 56 ans d'une carrière musicale exceptionnelle. Peu de temps après, il a commencé à connaître certains problèmes de santé, faisant surtout face à un déclin accéléré de la mémoire. En dépit de cette condition, il avait continué à jouer au sein du Stokmoen Trio, qu'il a fondé en 2008, avec les musiciens norvégiens Pål Raw Aspeslaen (contrebasse) et Audun Hognes Berg (percussion). D'ailleurs, c'est avec ce groupe qu'il a joué en public pour la dernière fois. C'était, en août 2018, à l'occasion de l'anniversaire de naissance de son ami et collègue Audun. Ce dernier a salué en notre compatriote « un homme exceptionnel, doté d'un immense talent et d'un cœur très généreux.» (Entretien téléphonique de LCSJ avec Audun Hognes Berg, dimanche 13 juin 2021).

Lentement, mais sûrement, son état de santé avait commencé à se détériorer. En plus, il avait presque complètement perdu la vue. Le 19 juin 2019 marque notre dernière conversation téléphonique faite de manière cohérente. Moins d'un mois plus tard, il s'est éloigné de presque tous ses amis, refusant de répondre à nos appels téléphoniques, et nos courriels, évidemment, étaient restés sans réponse. Le 12 mai dernier, je l'ai appelé au téléphone pour lui offrir des vœux d'anniversaire de naissance, et il n'a même pu reconnaître qui j'étais. Roger Chatelain et Paul Choisil ont fait la même expérience que moi. Bien triste réalité !

La loi de la vie a voulu que Serge Simpson, ce vir bonus, ce « bon gason » prenne congé de nous. Il nous a précédés dans ce « voyage sans retour », le samedi 5 juin 2021. Il va me manquer cruellement. Son départ, j'en suis sûr, laissera un grand vide dans le cœur de ses parents, de ses meilleurs amis, dont Paul Choisil, José Tavernier, Léopold « Yoyo » Molière, Michel Pressoir, Gérard Antoine Noël, Kébreau Jean, Roger Chatelain, Eddy Calixte, et dans celui de tous ceux qui ont eu le bonheur de vivre des heures mémorables à ses côtés.

Je prie ses enfants, Dr Serge Emile Simpson, Sabrina Simpson Smith, Philippe Simpson, et ses sœurs, Mona Simpson Gaudino, Josette Simpson Leblanc et Gisèle Simpson Déjean, veuve René Déjean, de bien vouloir accepter, par ce simple texte, mes compliments de condoléances. Que nous nous consolions tous, car tandis que nous pleurons le départ vers l'au-delà de Serge, peut-être que « c'est fête au pays des anges ».

Pour parler comme Ginette Reno, la vie de Serge Simpson a été un combat qu'il a mené comme il l'a voulu. Et, si Dieu, dans son amour incommensurable, veut lui pardonner, sans l'ombre d'un doute, il ira plus haut que les nuages.

louiscarlsj@yahoo.com

Dimanche 13 juin 2021

Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Ni referandòm, ni eleksyon, nou p ap pran sa nan men Jovnèl

Nan dat 7 jen, 27 jen te pran youn gwo so, lè Konsèy elektoral pwovizwa a, KEP zòrèy bourik la, te anonse referandòm ranvwaye, san bay dat kilè yo pral reprann li. Nouvèl la te gaye toupatou, menm aletranje. Se te fèt toupatou, paske pèp ayisyen te pote youn premye viktwa kont *Aprèdye*, ki konprann li chèf tout bon. Men batay la panko fini, paske msye lage l nan fè geriya. Men, pi devan pi tris !

Kòm nou konnen, Gilann Mezadye (Guylande Mésadieu), ki se prezidan KEP la, te mete youn kominike deyò nan dat 7 jen an, pou l te di akòz koronaviris (COVID-19) ki blayi nan tout peyi a, epi pa tout mounn pou fè travay la pa gentan antrene, KEP la oblije ranvwaye sa k pou te fèt 27 jen an. Referandòm bwè lwil. Men pou dezyèm ranvwa sa a, li pa anonse youn lòt dat, jan sa te fèt pou 25 avril, lè yo te ranvwaye l premye fwa a, pou 27 jen. Antretan, yo fin dechèpiye 40 milyon dola vèt nan tenten yo a. M espere *La Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif* (CSC/CA) pral mennen envestigasyon pou konn kot tout kòb sa a pase. Gen mounn ki gentan milionnè sou do referandòm.

Vwala ke se menm 7 jen an ke sekretè Deta ameriken an, Antoni Blennkenn (Antony Blinken) te fè deklarasyon devan Kongrè pou l di klèman ke administrasyon prezidan Baydenn (Biden) pa dakò ak referandòm nan. San dout, mounn Jovnèl yo te okouran davans ke Ameriken te pral rale kò yo pou de bon, menm si oparavan yo te deja di yo p ap finanse. Men Ameriken t ap jwe youn jwèt koken, yo pa t janm di kategorikman, tankou Inyon ewopeèn (EU), ke yo p ap finanse ni referandòm ni eleksyon, e yo p ap voye okenn obsèvatè. Jan yo di a, twou manti pa fon. Se pou tèt sa menm Ameriken sa yo ap mande pou youn tèt ansanm ant tout mounn pou eleksyon sa a fèt an 2021, kivedi avèk Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse) opouvwa.

San dout se sa k fè Jovnèl lage l nan geriya. Li kouri mete youn twit deyò. Men li : « *Nan diskou 1er janvye 2021 an, mwen te di ane sa se ane referandòm, eleksyon ak enèji. Nou kenbe pwomès nou. 2è tèks konstitisyon an disponib. Mwen envite nou fè deba sou li. Korije sak dwe korije ladann. Ann kontinye pale ak pèp la poul ka konprann pibyen sa yon REFERANDÒM vle di* ». Kivedi, referandòm tèt drèt, y ap fè l kanmenm. Okontrè, yo menm di y ap fè l ansanm ak eleksyon yo.

Antouka, gen youn maldòn nan kesyon an, paske apre pawòl sa yo te etale sou paj twitè « *président Jovenel Moïse* », nou wè l disparèt byen vit. Ēske gen kèk gwo patwon ki rale zòrèy Aprè-

Gilann Mesadye

dye pou di l l ap gate jwèt la ? Bondye fè gen mounn ki te gentan kopye mesaj la. Se pou tèt sa nou vin konnen ke Jovnèl nan geriya. apre l te fin sètifye bay mounn Komisyon Òganizasyon Eta ameriken yo (OEA) ke li pral swiv rekòmandasyon yo bay. Antretan, n aprann pa gen referandòm nan rapò Komisyon OEA ap prepare a.

Men, san l pa ret tann rapò OEA a, sekretè Deta ameriken an, Mesye Blenkenn, vini ak menm pawòl eleksyon an 2021 an, pou tout mounn patisipe. Alapapòt. se Liné Baltaza (Balthazar), m ap bay lapawòl. Se li ki prezidan PHTK a, pati ki met Jovnèl Moyiz opouvwa a. Nan dat 10 jen, Jaklin Chal (Jacqueline Charles), jounalis *Miami Herald* la, te met youn twit deyò sou youn entèvyou li te gen ak Mesye Baltaza, ki di pou fè youn bonjan eleksyon w ap bezwen « *youn minimòm 7 mwa pou òganize sa* ». Epi tou, « *fòk gen youn akò politik* » pou kreye kondisyon pou pèmèt tout bagay byen pase.

Jan nou wè l la a, se youn

Line Baltaza.

mesaj andaki Line Baltaza voye bay sekretè Deta ameriken an, pou di l pa gen okenn elekesyon posib nan lane sa a. Se sèlman 6 mwa edmi ki rete pou lane a fini. Bliye akò politik, paske prèske tout lidè politik nan opozisyon an di yo pa nan okenn akò ak Jovnèl, eleksyon pa posib avèk youn Nèg konsa, ki gen twou nan manch. Kit se ansyen depite Djeri Tadye (Jerry Tardieu) osnon ansyen senatè Estevenn Benwa (Steven Benoit), ki te patisipe nan reyinyon ak moun OEA yo, pa gen afè de eleksyon ak Jovnèl. Se pou l bay tè a blanch.

Pou noun menm nou kwè se pati **Inifòs** ki di bagay yo pi klè pase tou sa nou li deja. Nan youn nòt pou laprès, nan dat 12 jen, an franse, lidè **Inifòs** yo byen frape. Nou pral bay, an kreyòl, tradikson pa nou, kèk nan pwen yo soulve :

« Kote Anbasad Etazini te ye, lè otorite ayisyen yo te chwazi pou yo pa òganize eleksyon pou renouvle youn tyè Sena a ?

**** « Kote Anbasad Etazini te ye nan lane 2019 lè pou te gen eleksyon pou renouvle 2 tyè Sena a epi Chanm sepite a tou, avèk kolektivite tèritoryal yo ? »*** Kivedi tout lòt branch nan administrasyon an ki dwe eli, tankou majistra yo, KAZEK ak AZEK.

**** « Kote Anbasad Etazini te ye nan mwa oktòb lane 2020 an, lè pou te gen eleksyon pou youn nouvo prezidan, selon jan konstitisyon an mande pou sa fèt ? »***

Men repons pou tout kesyon yo, toujou selon **Inifòs : « *Li (kivedi Anbasad la) pa t okenn lòt kote, li te la. Li pa t di youn mo. Li te la, byen okipe, ap soutni kou Dta Jovnèl Moyiz kont konstitisyon peyi a. Li te byen fon nan Jovnèl Apredye, ap ede l chanje sa konstitisyon an mande ki pou fèt, epi ap deboulonnen demokrasi nan peyir Dayiti ».***

Epi **Inifòs** lage san rete. Men li : ***« Depi 7 fevriye 2021, youn poutchis san okenn tit, san okenn bon kalite, enstale l nan Palè nasyonal la avèk soutyen mounn entènasyonal yo, sitou Etazini an premye. Depi lane pase, jouk jodi a, Ameriken yo gen youn foli eleksyon ki pran yo epi y ap fòse pèp ayisyen, vle pa vle, pou yo rantre nan youn maskarad eleksyon ke youn prezidan defakto soti pou l fè ak youn KEP ilegal li fòme epi l enstale nan youn peyi yo renmèt bay bandi ame, ki jwenn sipò gwo kote, finansman ak pwoteksyon pouvwa a ki sèvi ak yo jan l vle »***

Epi men lòt deklarasyon pou kore tou sa k fin di a: ***"Pati Inifòs ap fè Anbasad Etazini sonje ke pèp ayisyen an gen dwa pou l viv anba demokrasi jan sa byen eksplike nan Konstitisyon demokrat pou peyi Lamerik yo depi nan premye chapit la. Asireman, pèp ayisyen an pa ka tann pou l al nan eleksyon.***

« Se lè yo met Jovnèl Moyiz deyò nan Palè a.

**** « Lè gen youn gouvènman ki soti nan youn chita tande ki debouche sou you akò ant sosyete sivil ki òganize antre yo epi avèk pati politik nan opozisyon an vin anchaj peyi a.***

**** « Se lè kondisyon teknik, politik ak bonjan sekirite pèmèt mounn k ap patisipe nan eleksyon gen dwa eksprime yo jansadwa, lè sa a ka gen eleksyon pou prezidan, pou Lachanm, nan komin yo, lib e libè. Se lè elekssyon pral vrèman lib, byen ekilibre, ki fèt san toudètyè, san***

Djeri Tadye

pa gen kouri, tout bagay fèt byen klè ak patisapasyon nou tout. . ..»

M ap rete la, men pa anvan m bay dènye pawòl mesyedam **Inifòs** yo : ***« Nou pa p bese tèt devan okenn presyon y ap bay, devan okenn dikta de nenpòt ki kote ke se swa. Se swa jamè, yo p ap ka fè nou aksepte sa pèsonn pa fèt pou aksepte. Pèp ayisyen gen pou ranpòte laviktwa. Wè pa***

Pol Deni

wè, Ayiti gen pou kanpe djam sou 2 pye l ankò ».

Men mounn ki siyen yo : ***Paul DENIS, coordonateur national; Rosemila PETIT-FRĒRE SAINT-VIL, porte-parole; Patrick SEVREN, coordonateur aux Finances.***

M pa gen anyen diplis mwen ka ajoute, sèlman AMEN ! AINSI SOIT-IL !

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
16 jen 2021
*

UNE AUTRE CRISE D'ESSENCE À PORT-AU-PRINCE

Le BMPAD s'enfonce dans le silence

Déjà le prix du gallon d'essence flambe, jusqu'à USD 5,45/gallon...

Suite de la page 1

qu'ils cherchent, vainement, à faire remplir. Cette scène a été constatée à plusieurs pompes à essence, à la capitale, qui angoisse on ne peut plus les automobilistes. Des propriétaires de véhicules ont déclaré avoir parcouru toute la capitale, à la recherche de stations d'essence où s'approvisionner, sans succès. Certains chevaliers du volant sont arrivés à un tel point de désespoir qu'ils ont payé jusqu'à 500 à 750 gourdes le gallon d'essence. Converti en dollars américains, cela donne USD 5,45 $ pour un seul gallon. Pourtant, aux États-Unis, le prix du gallon d'essence varie entre USD 2,93 et 3,45, en fonction du grade.

Le BMPAD s'enfonce dans le silence

Plus de deux semaines depuis que la rareté d'essence se manifeste à la capitale, les responsables du Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD) restent muets. L'instance gouvernementale à qui incombe la responsabilité de placer les commandes de produits pétroliers, sur le marché international, le BMPAD, s'est gardé de calmer le marché, comme c'est toujours le cas, en pareille circonstance, en donnant des instructions utiles ou des rapports pertinents.

Présentement, la réalité, aux

Suite en page 9

Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

of the post they covet: Justice.

There's Cassandra Aimée Johnson and Dweynie Esther Paul, both second generation Haitians, who are candidates for judgeships in two New York boroughs: Queens and Brooklyn.

Cassandra Aimée Johnson

Ms. Johnson, who hails from Queens, is from a family from southern Haiti, with her mother, Andrée Sylvestre, being of a great influence on her two daughters. Apparently, Cassandra Johnson got it in the genes, as she also became a lawyer like her mom. Coming to the U.S. in 1970 at the age of 19, Andrée Sylvestre immersed herself in her new culture and chose law as a profession. She graduated Magna cum laude from York College in Queens in 1975, got her Master's in Social Work from the University of Chicago in 1977, and met her future husband, Johnny Johnson there. More than a decade later, in 1991, she earned her Juris Doctor from St. John's University in Queens, N.Y., and she began her career of a lawyer to the present.

Now Cassandra, who followed in her mom's footsteps, right up to Law School at St. John's University, is aiming higher in a field with which she's acquainted. A democrat, Cassandra Aimée Johnson, is a candidate for Civil Court judge in the 4th municipal district in Queens. June 22 will be another milestone in this family's journey.

She is very qualified for the job, as reflected in her bio. *"Cassandra Aimée Johnson serves as a Court Attorney referee in the Supreme Court of Queens. In this role, she presides over foreclosures and matrimonial matters. She also serves as a Certified Mediator working to preserve and repair relationships between parties and assist them to settle their disputes amicably."*

What better qualification than this: *"Cassandra has proven in her ten plus years serving in the court system that she has the temperament, integrity, and knowledge to represent Queens capably as our next Civil Court Judge."*

We call on all of you in her district to help in making history by being instrumental in getting the first Haitian-American elected judge in Queens. She has the support of Assemblyman Clyde Vanel, the first Haitian-American to have been elected in 2016, to represent the 33rd Assembly district in Queens, boosting the Haitian-American representation in Albany.

Dweynie Esther Paul

Judge Paul made history in 2015 when she was the first Haitian-

Mathieu Eugène.

American elected a Civil Court Judge in Kings County (Brooklyn, NY). Now she is going for Surrogate Court Judge, a step up, where she will have more responsibility in handling estate matters, that is disputes having to do with property inheritance.

She has proven herself dur-

Rita Joseph

ing her tenure as a Civil Court judge and has obtained a wide array of endorsements. She's also qualified for the post, as her bio indicates. She had a solid educational foundation, At SUNY Stony Brook University, she graduated with a dual major, obtaining her Bachelors of Arts degree in Political Science as well as in Social Science, with a minor in Child and Family Studies. While an undergraduate, she studied abroad, at Middlesex University, in England, in the context of the f British legal system. She also obtained a Master of Arts degree in Public Policy from SUNY Stony Brook. Her Juris Doctor degree is from the George Washington University, in Washington, D.C,

Her bio shows that she has extensive knowledge of the law with a legal career that first began in Baltimore, MD, where she was judicial law clerk for an administrative judge. Since then, she has been an in-house counsel for a Fortune-500 insurance firm, a practicing lawyer throughout New York, trainer and manager of a team of paralegals and overseer of attorneys' arbitration submission before the American Arbitration Association.

In answer to a question, Judge Paul said, "I am running for Brooklyn Surrogate's Court Judge to preserve our family's legacy through the transfer of intergenerational wealth. I will protect our most vulnerable population by appointing caring and competent guardians for minors and disable people. I will strengthen families through adoption proceedings."

And what about her passion to be of service to the weakest in society? "My Haitian parents," she said, "taught me to have faith in God, value education, hard work and community service. I will work to bridge the gap between the Surrogate's Court and the community. I will be the People's Surrogate and put the community first."

May the community hear her and respond in kind on June 22. Remember, that's next Tuesday!

And Haitian-Americans candidates in other races

*Councilman Dr. Mathieu Eugene has run into time limit as the representative of the 40th district in Brooklyn since 2006, when he won the special election, following Councilmember Yvette Clarke's resignation to run for the U.S. Congress. Eugene was reelected in 2009, 2013 and 2017. Now he's running for borough president of Brooklyn, indeed more challenging.

*Dr. Mathieu's departure has resulted in a free-for-all in the 40th district, which has a large Haitian population. Rita Joseph, a school teacher, was about the first to declare her candidacy to fill the new void at the 40th. ·But others of Haitian descent, are challenging her: Maxi Eugene, Josué Pierre and Edwin Raymond.

*In the 46th district in Brooklyn, Mercedes Narcisse, a registered nurse, has obtained oodles of endorsements, including from Mayor Bill de Blasio and several Protestant ministers. But two candidates of Haitian descent are also in the race: Shirley Paul and Gardy Brazela.

*In the 45th district, Farah Louis is going for re-election. In May 2019 she was the first woman to be elected in that district, winning in the special election to fill the seat vacated by Jumaane Williams, who became New York City's Public Advocate.

*And in Queens, there is Marie Adam-Ovide running for the 27th Council District.

Of course, Haitians represent a tiny minority of the candidates in the primaries for all sorts of posts, beginning with the mayoralty which has drawn 15 candidates, including 13 democrats and two republicans. That's what happens when term limit kicks in, as has happened to current Mayor Bill de Blasio.

Making a play for the Haitian vote is Eric Adams, the Brooklyn Borough president,

Mercedes Narcisse

who has many friends in the Haitian community. But Andrew Yang, formerly candidate for the U, S. presidency, until he dropped out, made a plea to Haitians on

Farah Louis

June 8th, at a gala at the Kaché Restaurant in Brooklyn. He said, when he's Mayor, Haitian-Americans will be at the table. Ray McGuire, the Wall Street businessman who believes he has the post-Covid solution for New York's economy, has undertaken a massive advertisement campaign on social networks, also targeting Haitians.

No woman has ever been Mayor of New York. But two female candidates are making waves: Maya Wiley and Kathryn Garcia. Based on polls, these women, along with Andrew Yang are in competition for second place to Eric Adams. Wiley recently got some prominent endorsements, including that of Representative Alexandra Ocasio-Cortez, the darling of the left wing.

Any of these democrats who wins the primaries has nothing to fear from either of the two Republican candidates running: Curtis Sliwa, founder of the Guardian Angels, the street and subway patrol group, that he founded in 1979. He recently registered as Republican; and small business owner Fernando Mateo, President of the New York State Federation of Taxi Drivers and spokesman and spokesperson for the United Bodegas of America.

So, get out and vote on June 22, next Tuesday. The political good health of New York depends on you, Citizen Voter doing your part.

NEWSBRIEFS

***Odette Roy Fombrun left us last Sunday, June 13, on her 104th birthday, having been born in Port-au-Prince on June 13, 1917.** She was a prolific writer of fiction and non-fiction books, the theme of which dealt with Haiti's development. As for most intellectuals, in 1959, she went into exile and spent 27 years out of Haiti, living mainly in Montreal. She was among the framers of the 1987 Constitution, now under the gun by a would-be dictator who would take the country back to the days when intellectuals like Odette Roy Fombrun were considered enemies of the State and were either physically eliminated or had found refuge abroad.

***Jean-Baptiste Point du Sable, the Haitian-born founder of Chicago is being honored by his city.** On June 10, News Americas, in New York, announced that Mayor Lori Lightfoot recently announced the $40 million project to build a park, a Riverwalk, and also have an annual festival in his honor.

A private developer will contribute $10 million and the city will provide $30 million for the project. Indeed, it is not too late to honor this visionary, the first non-native Potawatomi Indian of the region, who had the first trading post at the confluence of the Chicago River with Lake Michigan. In a catholic ceremony, October 27, 1788, he had married Kitihawa, a Potawatomi whose Christian name became Catherine.

***The gangs threaten the life of human rights defender Pierre Espérance, prompting intervention by some in Congress.** Monday, June 14, heavily armed men, on motorcycles, surrounded the office of Pierre Espérance, who heads the Haitian Network for the Defense of Human Rights (French acronym RNDDH), making good on publicly announced threats that he was marked for death. A police detachment arrived in time to disperse the assailants, but no arrest was made.

Contacted by telephone, Mr. Espérance said, the assailants are members of the gang "Krache Dife" (Spitfire) allied to the G-9 Family and Allies, under the command of Jimmy Chérizier, alias Barbecue, closely linked to the regime. "As you know," said

Continued on page 12

Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 8

LA RÉALITÉ DES GANGS ARMÉS RATTRAPANT JOVENEL MOÏSE

Le quartier général de l'UDMO bientôt siège social des gangs armés

Suite de la page 1

Martissant, au sud de la capitale, et l'offensive que ces derniers ont menée simultanément contre plusieurs commissariats de Cite-Soleil, le plus grand bidonville de la République, n'est-on pas autorisé à croire que le moment de vérité est arrivé, ou presque, pour Jovenel Moïse ?

Dans la mesure où les gangs armés, qui appartiennent au monde interlope, en Haïti, sont réellement les alliés du pouvoir, les attaques qu'ils ont perpétrées sur les populations civiles des quartiers populaires ayant causé une situation humanitaire inouïe, ainsi que les attaques meurtrières dirigées contre des commissariats de Police ne constitue pas de gestes amicaux. Puisque, incontestablement, de telles activités mettent Jovenel Moïse et son équipe sous un jour nettement défavorable, exacerbant l'opposition nationale contre le régime en place, en sus de renforcer ses nombreuses critiques à l'étranger.

Le sous-commisariat de Martissant, troué de balles, déserté par la PNH.

Mais, plus grave encore, à la lumière, des différents affrontements, qui se sont produits entre des policiers et les gangs armés, ceux-là ont connus des revers les plus humiliants. Tout cela est dû au fait que Jovenel Moïse et ses alliés ont fait des criminels armés, leurs associés, une force supérieure à la Police nationale. Car les ayant dotés d'armes automatiques puissantes, dont ne dispose pas l'une des deux forces publiques reconnues par la Constitution de 1987, en sus de les pourvoir richement en munitions, tandis que les agents de la PNH tombent constamment en panne de cartouches. De même aussi, que les gangs armés sont grassement rémunérés, au détriment des forces de l'ordre, que le gouvernement reste devoir, en permanence, des arriérés de salaires. Ce désordre existe simplement par le fait que Jovenel Moïse rogne sur les allocations prévues dans le budget national pour la Police, afin de s'acquitter de ses engagements à l'égard des bandits. Un constat irréfutable : L'avènement du PHTK, par l'entremise de ce dernier, a réalisé la destruction de la PNH de la pire manière : son humiliation par ses pires ennemis naturels, qui sont les criminels professionnels.

Un commissariat capturé, début de la mise à l'écart de la Police ?

Après l'humiliation infligée à des policiers par des gangs armés, lors d'une descente des forces de l'ordre à Village de Dieu, le vendredi 12 mars 2021, qui s'était soldée par la mort d'au moins 4 envahisseurs et la capture de six autres, l'envahissement du quartier général de la brigade UDMO, à Cité Soleil, et d'autres sous-commissariats de cette même juridiction ont achevé de mettre à genoux la PNH. À la faveur de l'offensive lancée, la semaine dernière, contre ce commissariat, dont la garnison en résidence a été mise en déroute, avant d'être complètement vidée de son contenu, armes et munitions, y compris l'enlèvement du système de communication qui s'y trouvait,

Le sous-commissariat de Gran Ravin, déchouqué, abandonné par la PNH.

l'immeuble est tombé aux mains du gang G-pèp, sous la direction de Ti-Gabriel, ainsi connu. Cela signifie que les quelque 400 000 citoyens, qui peuplent Cité Soleil, ne bénéficient plus de la protection de la Police. Désormais, qui

Suite en page 14

Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 9

UNE AUTRE CRISE D'ESSENCE À PORT-AU-PRINCE

Le BMPAD s'enfonce dans le silence

Déjà le prix du gallon d'essence flambe, jusqu'à USD 5,45/gallon...

Suite de la page 6

différentes stations à essence, est la suivante : automobilistes, motocyclistes et conducteurs de véhicules toutes catégories, en général, se battent littéralement pour avoir accès aux longues lignes au bout desquelles le conducteur est sûr d'obtenir deux ou trois gallons, sinon le maximum qu'il peut acheter. L'anarchie est totale, aux abords des pompes, et l'impatience se manifeste partout. Mais le côté frustrant de cette malheureuse expérience est que, trop souvent, au bout du compte, arrivé finalement à la pompe, l'acheteur trouve la source mise à sec.

Il faut signaler que, dans le passé, les dirigeants de cette institution ne s'empressaient pas de dire la vérité aux consommateurs, se gardant d'informer ces derniers, à bon escient, par rapport à la réalité du marché, surtout quand le gouvernement ne dispose pas de fonds pour payer la facture pétrolière, de manière ponctuelle. On se souvient que, trop souvent, les arriérés dus au fournisseur de produits pétroliers étranger (surtout aux États-Unis) n'étaient pas payés à temps.

D'autre part, on se souvient, il y a moins d'une année, le BMPAD avait des démêlés avec une société haïtienne, la « Prebel-Rish Haïti », dont les propriétaires sont les deux beaux-frères de Michel Martelly, Gesner Champagne (Ti-Gès), le mari de Claudya Saint-Rémy, et Kiko Saint-Rémy, le frère de Sophia Saint-Rémy-Martelly (et de Claudya). N'ayant pas réussi à se faire payer à temps, suite à deux ou trois livraisons consécutives, ces deux beaux-frères, pourtant des alliés du pouvoir, avaient fini par mettre fin à leur relation avec le BMPAD. Les autorités haïtiennes n'avaient alors d'autre choix que de trouver un nouveau fournisseur, qui n'allait pas nécessairement rendre les transactions plus faciles. Ayant toujours voulu œuvrer dans l'opacité totale, les responsables haïtiens chargés d'assurer la disponibilité des produits pétroliers, au pays, n'ont jamais l'intention de garder les consommateurs informés. Pour cette raison, on ne peut dire exactement où l'on en est avec cette commande de gazoline et quelle est la vraie cause de cette pénurie.

Quel impact a la guerre des gangs sur la distribution de la gazoline ?

Dans certains milieux proches du pouvoir, on attribue la rareté d'essence constatée présentement aux affrontements meurtriers inter-gangs qui ont perturbé le trafic sur la Route nationale numéro 2, soulignant que les chauffeurs des camions citernes, qui assurent la distribution de l'essence dans les pompes, ne veulent pas s'aventurer sur cette route.

Pour plausible qu'est une telle hypothèse, vu les conditions dans lesquelles le BMPAD gère le problème d'importation de produits pétroliers, de telles explications ne semblent pas tenir. Autrement, pourquoi, les responsables de cette institution d'État n'interviennent-ils pas pour mettre les points sur les i par rapport à la vraie situation qui prévaut ? Comme, par exemple, l'émission d'un communiqué déclarant la gazoline disponible ou non, mais que le vrai problème réside dans le fait que la livraison se révèle impossible, en raison du danger qu'encourraient les camionneurs qui se seraient aventurés sur la Nationale Numéro 2.

Il semble que les décideurs en matière d'approvisionnement en produits pétroliers sont fort aise de laisser se propager les rumeurs relatives à l'hypothèse du blocage de la circulation de la route qui mène à Thor, là où se trouvent stockés les produits pétroliers. Autre possibilité : Les gangs armés, agissant de concert avec le Palais national, pourquoi des négociations n'ont-elles pas été menées avec les gangs armés, en vue d'arriver au dégagement de la route, afin de permettre la distribution de ce « *produit stratégique* », qui est l'attribution du pouvoir.

On se rappelle que le directeur général du BMPAD, Fils-Aimé Ignace Saint-Fleur, avait été testé positif à la COVID-19. Il faut poser la question : En quoi l'absence du patron de l'institution peut-elle affecter la disponibilité et la distribution régulière de la gazoline ?

En gardant le silence, alors que la pénurie d'essence s'accentue, de jour en jour, sans qu'aucune explication ne soit donnée par le pouvoir, équivaut à se dérober à ses responsabilités. Jovenel Moïse et son entourage ont pour devoir de faire le jour sur cette crise.

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 10

ÉDITORIAL

Encore une fois, Haïti est-il en passe de devenir le dindon de la farce à l'OEA ?

Les différents acteurs, au sein de l'Organisation des États américains (OEA), s'acharnent à négocier les succès politiques de leurs pays aux dépends des États faibles, ou dont les moyens ne permettent pas de naviguer avec succès les méandres de la politique régionale. Car, dans le cadre de la distribution des commissions, à l'intérieur de cette organisation, les États membres les mieux pourvus financièrement ou diplomatiquement y jouent leur tour. Il semble qu'à ce moment, où la cause d'Haïti est en jeu, des membres se positionnent pour tirer leur épingle du jeu.

En effet, la délégation de l'OEA, dans le cadre de ses bons offices auprès des parties haïtiennes impliquées dans la résolution de la crise, a affirmé avoir eu des discussions avec une cinquantaine de personnes, y compris Jovenel Moïse. Lors de la rencontre avec la délégation, des membres de l'opposition farouchement opposés à la tenue d'élections avec ce dernier au pouvoir, ont eu l'occasion d'éclairer la lanterne des visiteurs de l'organisme hémisphérique, par rapport aux actes criminelles et aux nombreuses dérives du président de facto. Comme, par exemple, l'appui accordé au gangs armés par le régime en place, particulièrement l'officialisation du G-9 en famille et Alliés regroupé en fédération de gangs armés reconnue comme organisation de bienfaisance par le ministère des Affaires sociales. À entendre cette révélation, les diplomates de l'OEA ont donné l'impression d'avoir été déconcertés. Ce qui fait penser que le représentant local de l'Organisation des États américains, en Haïti, n'avait jamais pris note de tels agissements du pouvoir, encore moins d'en faire un rapport à ses supérieurs. Dans ce cas, la mission de de cette délégation au pays revêt une importance capitale, dans la mesure où ses membres se sont véritablement mis à l'écoute des doléances présentées par les membres de l'opposition qu'ils ont rencontrés.

La Mission de l'OEA est entrée au pays muniw d'un plan de travail avec les parties prenantes comprenant cinq points autour desquels devaient tourner les négociations. Il s'agit de : 1) Engagement en faveur de la démocratie représentative, en vertu de la Charte démocratique interaméricaine; 2) Engagement pour des élections législatives et présidentielles libres et équitables en 2021; 3) Un processus électoral transparent avec la contribution de toutes les parties prenantes, qui sera crédible pour le peuple haïtien; 4) Accord de compromis pour parvenir à un accord politique au profit du peuple haïtien; et 5) Engagement contre la violence politique et l'impunité en sus de celui relatif au respect des droits humains.

Dans un communiqué émis à la fin de sa mission, la délégation de l'OEA s'est félicité d'avoir eu l'opportunité d'un dialogue direct avec un « *large éventail de parties prenantes et d'un dialogue franc et ouvert* ».

De retour au siège de l'organisme hémisphérique, à Washington, elle a fait état de l'œuvre à accomplir : examiner les contributions qu'elle a reçues et, dans un délai de deux semaines soumettre un rapport au président du Conseil permanent assorti de ses « *constatations, conclusions et recommandation* ».

Quand bien même les membres de l'opposition dite radicale, liée au secteur démocratique et populaire, ait boudé la Mission de l'OEA, plusieurs acteurs politiques l'ont rencontrée. On peut citer, parmi eux : UNIR de Clarens Renois, AAA de l'ex-sénateur Youri Latortue, l'ancien sénateur Steven Benoit, les représentants du PHTK, le parti ayant porté Jovenel Moïse au pouvoir, MTV-Haïti, de l'homme d'affaires Réginald Boulos, Dirpod, En Avant, de l'ex-député Jerry Tardieu, Opérasyon Tête Ansanm, FND, etc.

Les membres de l'opposition ont profité de l'occasion de mettre les diplomates de l'OEA au parfum, par rapport à ce que représente vraiment Jovenel Moïse et le régime qu'il dirige illégitimement depuis le 7 février. D'aucuns diraient qu'ils ont passé un savon à ces derniers, tant qu'ils ont étalé des faits sur le régime en place. Quant au sénateur Latortue, il a rapporté : « *Nous avons plaidé pour une solution à la crise, avec comme premier point, le départ de Jovenel Moïse. Nous avons remis à l'OEA la liste des prisonniers politiques* ». Selon Youri Latortue, les réunions avec les émissaires de l'OEA ont donné à l'opposition l'occasion d'informer, à juste titre, les membres de la délégation. Surtout qu'ils ont reçu des documents relatifs aux nombreux crimes et massacres perpétrés par des sbires du régime PHTKiste, de même que ceux exposant des faits de corruption, ou encore de violations systématiques des droits de l'homme, en sus des maintes infractions de Jovenel Moïse contre la Constitution.

De son côté, l'ex-député Jerry Tardieu, patron du parti En Avant, a affirmé avoir dit aux représentants de l'organisme régional, qu'en aucun cas il n'irait pas aux élections avec Jovenel Moïse au pouvoir. En ce sens il se retrouve sur la même longueur d'onde que le secteur démocratique et populaire ou encore avec le dirigeant de AAA, en plus de tous les secteurs, organisations et entités qui refusent de s'associer, tant au référendum illégal et anticonstitutionnel qu'aux élections faites sur mesure de Jovenel Moïse.

Au moment où l'OEA estime opportun d'intervenir dans la crise multidimensionnel d'Haïti, les vrais patriotes devraient afficher une même attitude de non complaisante par rapport, non seulement à l'organisme régional, mais aussi bien à la communauté internationale, qui se croit autorisée à intervenir, de manière impertinente, dans nos affaires. C'est le cas de l'ambassade des États-Unis, en Haïti, faisant la surenchère eu égard à la déclaration du secrétaire d'État Antony Blinken disant que Washington s'oppose au référendum de Jovenel Moïse, mais encourageant des élections générales en 2021, sans préciser sous quel gouvernement. Une omission intentionnelle, s'agissant de Jovenel Moïse.

Dans cet ordre d'idées, des félicitations sont à l'ordre du jour à Paul Denis et à ses alliés du parti UNIFÒS qui, dans sa réponse à la Mission diplomatique américaine, expose ce que devrait être l'attitude de tous ceux, généralement quelconque, engagés dans la lutte pour chasser, sans délai, le président de facto du Palais national. Dans le communiqué de presse émis par le groupe de M. Denis sont définies les conditions dans lesquelles le peuple haïtien ira aux urnes :

« 1) *Quand Jovenel Moïse aura été évacué du palais national; 2) Quand un gouvernement d'entente nationale, issu d'un Accord entre la société civile organisée et les partis politiques de l'opposition, aura pris en charge la gouvernance du pays ; 3) Quand les conditions techniques, politiques et sécuritaires permettront la libre expression des électeurs et l'organisation des élections présidentielles, législatives, communales, libres, équitables et crédibles, dans un environnement apaisé, à travers un processus transparent et inclusif* ».

Et le parti Unifòs d'ajouter, dans la même communication : « *Il est temps pour la Communauté Internationale et les États-Unis d'Amérique de cesser de promouvoir et de supporter la dictature et les régimes pourris en Haïti. Nous exhortons les dirigeants de la grande démocratie que sont les États-Unis d'Amérique à faire coïncider leurs actes aux principes dont ils se réclament* ».

Cette posture collective, que devraient assumer tous les patriotes authentiques, est d'autant plus impérative que, d'ores et déjà, des manigances semblent se tramer à l'OEA, au détriment de notre pays. Des informations dignes de foi font croire que le Brésil aurait accepté d'avaliser le référendum de Jovenel Moïse, en contrepartie du vote d'Haïti en sa faveur. Ce pays serait candidat à la présidence de la Commission des droits humains au sein de cette institution.

L'opposition a besoin d'être unie pour faire face à nos ennemis, tant nationaux qu'internationaux. Maintenant, plus que jamais, c'est le moment de nous unir autour des choix proposés par **Unifòs** afin d'éviter que les magouilles savamment menées au sein de l'OEA ne fassent d'Haïti le dindon de la farce.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

CANADA

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

ÉTAT-UNIS

AFRIQUE ET ASIE

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

EUROPE

Name/Nom

Company/Compagnie

Address/Adresse

City/Ville State/État

Zip Code/Code Régional Country/Pays

Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 11

EDITORIAL

OAS: Is Haiti on the verge of being fooled once again?

The various actors within the Organization of American States (OAS) are determined to negotiate political successes for their countries at the expense of weak States, whose means make it impossible for them to successfully navigate the meanders of regional politics. For, in the distribution of commissions within the organization, the financially or diplomatically better-off member States play their part. It seems that at this juncture, when the cause of Haiti is at stake, some members are positioning themselves to take advantage of the game.

Indeed, in its good offices venture to deal with the Haitian parties involved in finding a resolution to the current crisis, the OAS delegation claimed to have had discussions with about 50 people, including Jovenel Moïse. During the meeting with the delegation, the members of the opposition fiercely opposed to the holding of elections with the latter in office had the opportunity to enlighten the visitors of the hemispheric body, regarding criminal acts and the many abuses of the de facto president. For example, his support to armed gangs, particularly the official recognition of the G-9 Family and Allies as a federation of armed gangs registered at the Ministry of Social Affairs as a not-for-profit organization. On seeing the documentation confirming this, eyebrows were raised among some of the OAS diplomats who were taken aback. This would suggest that the representative of the Organization of American States in Haiti had never taken note of such actions by the authorities, let alone report them to superiors at headquarters. Wherefore, the paramount importance of the mission's visit in Haiti! Granted its members have truly listened to the grievances presented by the members of the opposition they had met.

The OAS Mission entered the country with a work plan to present the stakeholders. It included five points around which the negotiations would revolve. These were 1) Commitment to representative democracy, under the Inter-American Democratic Charter; 2) Commitment to free and fair legislative and presidential elections in 2021; 3) A transparent electoral process with input from all stakeholders that will be credible to the Haitian people; 4) Compromise agreement to reach a political agreement for the benefit of the Haitian people; and 5) Commitment against political violence and impunity, in addition to the commitment to respect of human rights.

In a communiqué issued at the end of its mission, the OAS delegation welcomed the opportunity to have had direct dialogue with a "wide range of stakeholders and a frank and open dialogue."

Back at the hemispheric body's headquarters in Washington, D.C., the diplomats outlined the work ahead, which would consist of a review of the contributions they had received and, within two weeks, submit a report to the Chair of the Permanent Council with their "findings, conclusions and recommendations."

Although members of the so-called radical opposition, linked to the Democratic and Popular sector, shunned the OAS Mission, several political actors did meet the diplomats. Among them were: UNIR of Clarens Renois, AAA of former Senator Youri Latortue, former Senator Steven Benoit, representatives of PHTK, the party that brought Jovenel Moïse to power, MTV-Haiti, of businessman Réginald Boulos, Dirpod, En Avant, of former deputy (Congressman) Jerry Tardieu, Opérasyon Tête Ansanm, FND, etc.

The members of the opposition took the opportunity to enlighten the OAS diplomats on what Jovenel Moïse truly represents as he leads an illegitimate regime since February 7. Some would say it was a dressing down of the delegation with an array of facts about the ruling leadership. Take Senator Latortue who said: *"For a solution of the crisis, the first point we advocated was the departure of Jovenel Moïse. We gave the OAS delegation the list of political prisoners."* According to him, in meeting the emissaries of the OAS, the opposition had a good opportunity to provide accurate information to the members of the delegation. Other than talk, they also received documents regarding numerous crimes and massacres perpetrated by the henchmen of the PHTK, *Bald Headed*, regime, as well as those exposing facts of corruption or systematic violations of human rights, in addition to the many violations of Constitution by Jovenel Moïse.

For his part, the former Deputy (Congressman) Jerry Tardieu, head of the party En Avant, said he told the representatives of the regional body that, in no case, would he participate in elections with Jovenel Moïse still in power. In this respect, he agrees with the Democratic and Popular sector and the leader of AAA, as well as with all the other sectors, organizations and entities which refuse to condone both the illegal and unconstitutional referendum and the tailor-made elections of Jovenel Moïse.

At a time when the OAS deems appropriate to intervene in Haiti's multifaceted crisis, real patriots should display the same non-complacent attitude towards the regional organization and the international community at large for their arrogance in intervening in Haitian internal affairs. This is the case of the U.S. Embassy in Haiti, expanding on the statement of Secretary of State Antony Blinken, who declared that Washington is opposed to the referendum of Jovenel Moïse, but at the same time encouraging general elections in 2021, without specifying under which government. Really an intentional omission that is meant for Jovenel Moïse's comfort!

In this vein, congratulations are in order to Paul Denis and his allies of the UNIFÒS party who published an apt response to the American diplomatic mission in Haiti, showing what should be the correct attitude of all those engaged in the struggle to remove, without delay, the de facto president from the National Palace. In the press release issued by Mr. Denis' group, the conditions under which the Haitian people will go to the polls are clearly defined:

"1) When Jovenel Moïse will have been evacuated from the National Palace; 2) When a government of national understanding, resulting from an Agreement between organized civil society and political parties of the opposition, will have taken over governance of the country; 3) When the technical, political and security conditions will allow the free expression of voters and the organization of presidential, legislative, communal, free, fair and credible elections, in a peaceful environment, through a transparent and inclusive process."

In addition, the Unifòs party added, *"It is time for the International Community and the United States of America to stop promoting and supporting dictatorship and rotten regimes in Haiti. We urge the leaders of the great democracy that is the United States of America to reconcile their actions with the principles they claim to uphold."*

This collective stand, which should be taken by all authentic patriots, is even more imperative, considering that some shenanigans seem to be taking place at the OAS, to the detriment of our country. Based on reliable information, Brazil would have agreed to endorse the referendum of Jovenel Moïse, in exchange for Haiti's vote in its favor as candidate for president of the Commission on Human Rights of the OAS.

The opposition must unite to face our enemies, both national and international. Now, more than ever, it is time to unite around the choices proposed by **Unifòs** to prevent Haiti from becoming, once more, a victim of subtle scheming within the OAS.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

CANADA

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

ÉTAT-UNIS

AFRIQUE ET ASIE

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

EUROPE

Name/Nom

Company/Compagnie

Address/Adresse

City/Ville State/État

Zip Code/Code Régional Country/Pays

Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 12

HAPPENINGS!

Continued from page 7

of the post they covet: Justice.

There's Cassandra Aimée Johnson and Dweynie Esther Paul, both second generation Haitians, who are candidates for judgeships in two New York boroughs: Queens and Brooklyn.

Cassandra Aimée Johnson

Ms. Johnson, who hails from Queens, is from a family from southern Haiti, with her mother, Andrée Sylvestre, being of a great influence on her two daughters. Apparently, Cassandra Johnson got it in the genes, as she also became a lawyer like her mom. Coming to the U.S. in 1970 at the age of 19, Andrée Sylvestre immersed herself in her new culture and chose law as a profession. She graduated Magna cum laude from York College in Queens in 1975, got her Master's in Social Work from the University of Chicago in 1977, and met her future husband, Johnny Johnson there. More than a decade later, in 1991, she earned her Juris Doctor from St. John's University in Queens, N.Y., and she began her career of a lawyer to the present.

Now Cassandra, who followed in her mom's footsteps, right up to Law School at St. John's University, is aiming higher in a field with which she's acquainted. A democrat, Cassandra Aimée Johnson, is a candidate for Civil Court judge in the 4th municipal district in Queens. June 22 will be another milestone in this family's journey.

She is very qualified for the job, as reflected in her bio. *"Cassandra Aimée Johnson serves as a Court Attorney referee in the Supreme Court of Queens. In this role, she presides over foreclosures and matrimonial matters. She also serves as a Certified Mediator working to preserve and repair relationships between parties and assist them to settle their disputes amicably."*

What better qualification than this: *"Cassandra has proven in her ten plus years serving in the court system that she has the temperament, integrity, and knowledge to represent Queens capably as our next Civil Court Judge."*

We call on all of you in her district to help in making history by being instrumental in getting the first Haitian-American elected judge in Queens. She has the support of Assemblyman Clyde Vanel, the first Haitian-American to have been elected in 2016, to represent the 33rd Assembly district in Queens, boosting the Haitian-American representation in Albany.

Dweynie Esther Paul

Judge Paul made history in 2015 when she was the first Haitian-American elected a Civil Court Judge in Kings County (Brooklyn, NY). Now she is going for Surrogate Court Judge, a step up, where she will have more responsibility in handling estate matters, that is disputes having to do with property inheritance.

She has proven herself during her tenure as a Civil Court judge and has obtained a wide array of endorsements. She's also qualified for the post, as her bio indicates. She had a solid educational foundation, At SUNY Stony Brook University, she graduated with a dual major, obtaining her Bachelors of Arts degree in Political Science as well as in Social Science, with a minor in Child and Family Studies. While an undergraduate, she studied abroad, at Middlesex University, in England, in the context of the f British legal system. She also obtained a Master of Arts degree in Public Policy from SUNY Stony Brook. Her Juris Doctor degree is from the George Washington University, in Washington, D.C,

Her bio shows that she has extensive knowledge of the law with a legal career that first began in Baltimore, MD, where she was judicial law clerk for an administrative judge. Since then, she has been an in-house counsel for a Fortune-500 insurance firm, a practicing lawyer throughout New York, trainer and manager of a team of paralegals and overseer of attorneys' arbitration submission before the American Arbitration Association.

In answer to a question, Judge Paul said, "I am running for Brooklyn Surrogate's Court Judge to preserve our family's legacy through the transfer of intergenerational wealth. I will protect our most vulnerable population by appointing caring and competent guardians for minors and disable people. I will strengthen families through adoption proceedings."

And what about her passion to be of service to the weakest in society? "My Haitian parents," she said, "taught me to have faith in God, value education, hard work and community service. I will work to bridge the gap between the Surrogate's Court and the community. I will be the People's Surrogate and put the community first."

May the community hear her and respond in kind on June 22. Remember, that's next Tuesday!

And Haitian-Americans candidates in other races

*Councilman Dr. Mathieu Eugene has run into time limit as the representative of the 40th district in Brooklyn since 2006, when he won the special election, following Councilmember Yvette Clarke's resignation to run for the U.S. Congress. Eugene was re-elected in 2009, 2013 and 2017. Now he's running for borough president of Brooklyn, indeed more challenging.

*Dr. Mathieu's departure has resulted in a free-for-all in the 40th district, which has a large Haitian population. Rita Joseph, a school teacher, was about the first to declare her candidacy to fill the new void at the 40th. ·But others of Haitian descent, are challenging her: Maxi Eugene, Josué Pierre and Edwin Raymond.

*In the 46th district in Brooklyn, Mercedes Narcisse, a registered nurse, has obtained oodles of endorsements, including from Mayor Bill de Blasio and several Protestant ministers. But two candidates of Haitian descent are also in the race: Shirley Paul and Gardy Brazela.

*In the 45th district, Farah Louis is going for re-election. In May 2019 she was the first woman to be elected in that district, winning in the special election to fill the seat vacated by Jumaane Williams, who became New York City's Public Advocate.

*And in Queens, there is Marie Adam-Ovide running for the 27th Council District.

Of course, Haitians represent a tiny minority of the candidates in the primaries for all sorts of posts, beginning with the mayoralty which has drawn 15 candidates, including 13 democrats and two republicans. That's what happens when term limit kicks in, as has happened to current Mayor Bill de Blasio.

Making a play for the Haitian vote is Eric Adams, the Brooklyn Borough president, who has many friends in the Haitian community. But Andrew Yang, formerly candidate for the U, S. presidency, until he dropped out, made a plea to Haitians on June 8th, at a gala at the Kaché Restaurant in Brooklyn. He said, when he's Mayor, Haitian-Americans will be at the table. Ray McGuire, the Wall Street businessman who believes he has the post-Covid solution for New York's economy, has undertaken a massive advertisement campaign on social networks, also targeting Haitians.

No woman has ever been Mayor of New York. But two female candidates are making waves: Maya Wiley and Kathryn Garcia. Based on polls, these women, along with Andrew Yang are in competition for second place to Eric Adams. Wiley recently got some prominent endorsements, including that of Representative Alexandra Ocasio-Cortez, the darling of the left wing.

Any of these democrats who wins the primaries has nothing to fear from either of the two Republican candidates running: Curtis Sliwa, founder of the Guardian Angels, the street and subway patrol group, that he founded in 1979. He recently registered as Republican; and small business owner Fernando Mateo, President of the New York State Federation of Taxi Drivers and spokesman and spokesperson for the United Bodegas of America.

So, get out and vote on June 22, next Tuesday. The political good health of New York depends on you, Citizen Voter doing your part.

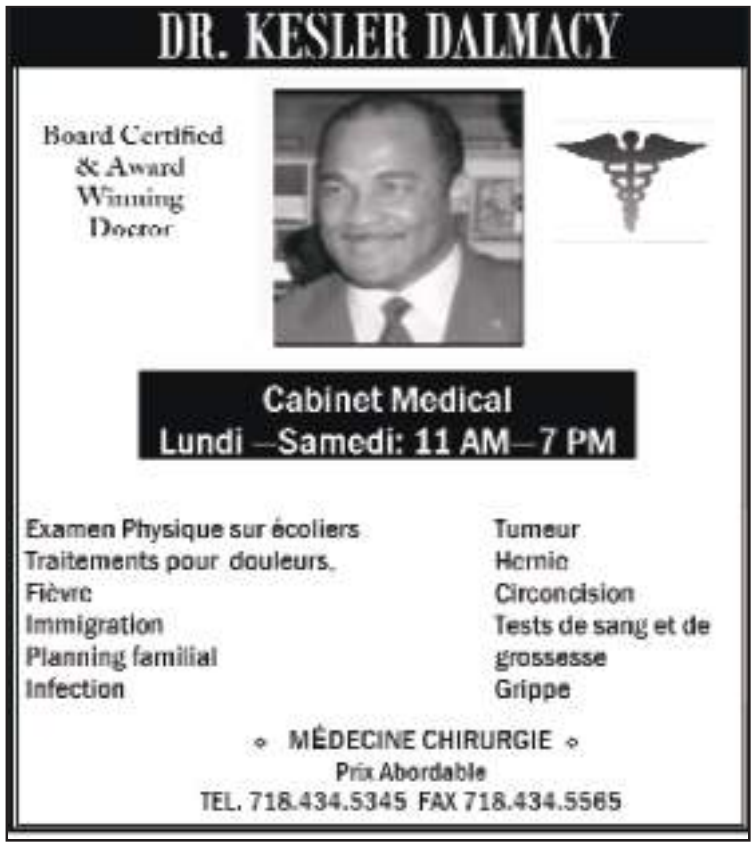
NEWSBRIEFS

***Odette Roy Fombrun left us last Sunday, June 13, on her 104th birthday, having been born in Port-au-Prince on June 13, 1917.** She was a prolific writer of fiction and non-fiction books, the theme of which dealt with Haiti's development. As for most intellectuals, in 1959, she went into exile and spent 27 years out of Haiti, living mainly in Montreal. She was among the framers of the 1987 Constitution, now under the gun by a would-be dictator who would take the country back to the days when intellectuals like Odette Roy Fombrun were considered enemies of the State and were either physically eliminated or had found refuge abroad.

***Jean-Baptiste Point du Sable, the Haitian-born founder of Chicago is being honored by his city.** On June 10, News Americas, in New York, announced that Mayor Lori Lightfoot recently announced the $40 million project to build a park, a Riverwalk, and also have an annual festival in his honor.

A private developer will contribute $10 million and the city will provide $30 million for the

Continued to page 15



Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 13

Sean Penn, de vedette internationale reconnue à un vrai comédien

Suite de la page 3

lossaux durant le passage de Laurent et sa gang au pouvoir, appuyés par les Clinton.

Bien sûr, Penn faisait partie d'un clan qui, avec l'aide des Clinton et de l'ambassade américaine, a facilité l'implantation des toutes premières pierres de sa fondation en Haïti, la JP HRO. En fait, le tremblement de terre de 2010 a été une opportunité et une plateforme de lancement pour Penn, qui sous couvert d'aide à une nation pauvre et en détresse, a lancé une campagne internationale pour sa fondation qui était jusqu'alors inconnue. À un certain moment, Penn s'était même comporté en proconsul, intimant des ordres à des officiels américains qui le trouvaient arrogant et inculte. Mais, la facilité avec laquelle il a pu obtenir les terrains du Pétion-Ville club et certains autres avantages, pourtant revendiqués par certains acteurs locaux lui signifiaient clairement qu'il était en pays conquis.

Préval, débonnaire de son état, a vu en Penn un allié réconfortant, une alliance porteuse, juste par la présence de ce dernier sur le terrain en Haïti, particulièrement après la piètre prestation de son gouvernement lors des secousses du 12 janvier 2010. C'était une alliance dont les retombées pour Penn étaient claires, mais, pour la population? Le bilan tarde encore à être connu.

Avec l'arrivée de Martelly au pouvoir, rien ne changera, bien au contraire. Bill Clinton ayant donné le ton et le mot d'ordre à tous les alliés et intérêts américains pour que ce gouvernement soit reconnu comme le leur. Penn a de ce fait, rapidement accueilli les avances d'amitié avec les bandits légaux de PHTK, particulièrement avec Lamothe. D'où la saga future de Petra Memkova.

Mais ici, il ne s'agit pas de dénoncer les manigances privées de ces messieurs, il s'agit plutôt d'exposer ce narratif qui tente de faire passer tous les Haïtiens pour des dupes et des naïfs. On nous félicite d'être un peuple courageux et d'avoir un beau pays, pour mieux nous insulter. De faire passer un monsieur qui a son nom dans tous les rapports de la Cour Supérieure des Comptes, comme celui qui a remis Haïti debout, est le comble de l'audace.

Penn a peut-être commencé son initiative avec de bonnes intentions. Cependant, il est devenu clair que, comme toute ONG dans son genre, Penn s'est senti "réconforté" par la pauvreté en Haïti, qui justifiait son altruisme. Sinon, comment expliquer la promotion qu'il fait d'un homme sous la gouverne duquel, des milliards de dollars ont disparu et dont le nom figure encore en grande manchette dans les rapports de la Cour Supérieure des Comptes du pays? Il est donc clair, alors que Penn, a l'instar de la mère Teresa, comme le disait un auteur, n'était pas l'ami des pauvres, mais plutôt celui de la pauvreté, car le passage de Lamothe au pouvoir n'a fait qu'amplifier l'état de précarité des masses haïtiennes.

N'est-ce pas là une insulte de Sean Penn, qui savait pertinemment dans quelle condition Laurent Lamothe, qui ne répondait pas aux exigences du poste de Premier ministre a pourtant été nommé ? Le choix et la confirmation de Laurent Lamothe au poste de premier ministre a été le summum de la corruption au sein de l'État et du pouvoir législatif.

Penm du haut de son arrogance et de sa bêtise, a décrit ce qu'il qualifie de cancer de la corruption en Haïti à trois niveaux : dans le milieu politique, dans celui des affaires et dans les masses populaires. Il ne ménage pas ses insultes en nous apprenant que nous avons une population corrompue. Les seuls non-corrompus en Haïti, selon Penn sont : son ami Laurent Lamothe, les Clinton et la communauté internationale.

Il a été rapporté que Sean Penn lui-même, pour décrire à ses amis le niveau de corruption en Haïti racontait: "Laurent, tu as dû payer beaucoup pour gagner cette élection au parlement, car tout le monde sait que tu n'es ni éligible, ni qualifié?" Laurent aurait alors répondu qu'il n'aurait pas eu suffisamment d'argent pour acheter tous ces messieurs et que la plupart d'entre eux n'avaient besoin que de visas américains en faveur de leurs femmes et maîtresses, pour aller faire du shopping à Miami. Il n'avait donc fait, que les accommoder.

C'est ce même Laurent que Penn nous présente aujourd'hui comme le prince de la bonne volonté et le roi du travail...

Personnellement, je ne connais pas Penn assez pour confirmer qu'il serait inculte. Nous avons des amis communs, mais je n'ai échangé avec lui qu'une seule fois. On pourrait cependant être légitimement étonné qu'après avoir vécu en Haïti et s'être intéressé au peuple haïtien, il ne soit pas au courant du scandale Petro Caribe.

Penn doit savoir que nous pouvons peut-être oublier ce qu'on nous a raconté mais, pas ce qu'on a vécu!

À vouloir faire passer Haïti pour un pays de désespoir qui ne pourrait survivre que par la grâce de l'étranger et par ce que l'étranger croit être bon pour nous, n'est pas seulement une insulte, mais, une condamnation, si nous ne le dénonçons pas en temps réel. En effet, plus de vingt ans après la prédiction diffusée à outrance de notre « *somalisation* », regardons où nous en sommes aujourd'hui.

Sean Penn voudrait nous présenter comme honnête, celui qui est réputé, même par ses camarades du pouvoir, d'avoir le plus bénéficié des fonds dilapidés de Petro Caribe. Et si Sean Pen consultait Google au moins, il se douterait de ce que Laurent faisait en Afrique dans le secteur de la communication.

Il faut néanmoins reconnaître, le récit du rôle d'intermédiaire qu'a joué Sean Penn entre Lamothe et Préval. Cela pourrait nous être une grande leçon pédagogique et révéler à quel point nous sommes enfantinement déchirés entre nous, et comment nous ne jurons que par les blancs. J'ai fait la même expérience en 1999, lorsque j'ai passé deux mois à essayer d'avoir un rendez-vous avec Jean Bertrand Aristide. J'avais parlé avec son chef de cabinet, sa secrétaire privée, son chef de Protocole et de sécurité. Mais, lui, il n'était jamais disponible. Il me fuyait, pour des raisons qui ne sont pas nécessaires de mentionner ici. En Juin, 1999, l'ex-président du Costa-Rica, Oscar Arias, menant sa campagne contre les armes légères, lors de son passage en Haïti, est venu prendre le petit déjeuner avec moi, à 8:30, à mon bureau à Pétion-Ville. Nous avons discuté de la crise haïtienne. Il m'a fait part de sa perspective, et qu'il pensait qu'Aristide devrait trouver une formule pour neutraliser l'opposition et que si cette dernière réclamait trois postes ministériels, qu'il fallait leur en concéder quatre, pour prouver sa bonne foi, vu la somme d'ennemis, internes et externes qu'il accumulait déjà. Lorsqu'il m'a demandé ce qu'était ma perspective sur les prochaines élections, je lui ai fait part de mon opinion et ai conclu, qu'il n'y avait pas de doute qu'Aristide était le plus populaire et qu'à coup sûr gagnerait les prochaines élections, mais que malgré tout, en raison de son attitude politique par rapport à la conjoncture qui prévalait, il ne serait pas en mesure de garder le pouvoir. Comme, souvent, on peut avoir raison et perdre. Lorsqu'il m'a demandé si j'avais partagé mon analyse avec Aristide, je lui ai dit que j'essayais d'entrer en contact avec lui depuis au moins deux mois. Devant le rencontrer à Gabarre à 10:45, il m'a demandé l'autorisation de lui en faire part. Moins de deux heures plus tard, je recevais un appel personnel d'Aristide m'invitant à son bureau, le jour même. C'était un des jours les plus décevants des dix années que j'ai passées à diriger l'ISPOS. Oscar Arias était un homme bien, courtois et cultivé, mais pourquoi avait-il fallu son intervention pour que je rencontre Aristide ?

Voilà ce qui donne un pouvoir non mérité aux étrangers, particulièrement aux Blancs. Ce qui nous rend serviles, de manière volontaire et inconsciente à la fois.

De qui Sean Penn tient-il cet héritage ou cette autorité de faciliter la rencontre entre un ex-président et un premier ministre en fonction, d'un même pays et qui n'est pas en guerre ?

En lisant les extraits de sa préface, on voit bien que son autorité ne tient ni de ses capacités littéraires, ni de ce qu'il aurait accompli en Haïti, ni de la performance de son ONG ou du premier ministre, mais plutôt du fait qu'il soit une autorité blanche internationale, ayant aidé un premier ministre haïtien qu'il avait recruté dans son équipe. Ce sont ce genres d'incongruités qui paraissent bénins, mais qui, si nous n'y prenons garde, nous immobilisent et nous portent inconsciemment vers la logique que si l'étranger le dit, c'est que c'est vrai.

Alors, que toute personne informée sache que, par ignorance ou par dessein, Sean Penn, bien que oui, il soit blanc, se trompe au mieux ou ment tout simplement.

J'apprécie certains des films de Sean Penn. Tout comme Michael Douglas et tant d'autres, il sort d'une famille qui était déjà dans le business. Il va sans dire qu'il allait devenir une star, et moi je l'ai su dès son apparition dans « *The Falcon and the Snow Man* », avec Tim Hutton. Tout comme le personnage Daulton Lee qu'il a incarné dans le film est erratique et vend une marchandise illégale, pour laquelle, ne couvrant pas ses arrières, il a été arrêté et incarcéré; en vendant Lamothe, il n'a pas su non plus couvrir ses arrières. Alors, nous devons le freiner.

Garaudy Laguerre.
14 juin, 2021.

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Par la catastrophe annoncée de l'Église infructueuse, bb

NETANYAHU TOMBE 72 HEURES APRÈS LES

Par Dan Albertini

Entre (), le Nouveau-Monde de l'espace surélevé intermédiaire [...] Peut-on baliser par le haut fermant la porte au bas en rehaussant le haut connecté à l'horizontale du concerné seulement, sur la base du bas alors sans ciel ni firmament ? Comment : chaque gratte-ciel devient un pilier de support vertical pour des connexions élevées horizontales inclusives, peut-être dois-je en parler, par le cinéma, fermons-les ().

Le cardinal **R**einhard Marx a-t-il maudit *bb* Netanyahu, plus que l'église infructueuse, dans son rapport *allemand* diocésain au pape François, sur le sort de l'Église, je ne le sais pas, mais, je ne suis pas fatalement *prophète de malheur* si j'ai émis du haut de l'Observatoire du *dies*. Signe des temps tel que sondé le mercredi 9, à travers la même colonne, la réponse appartient à la critique, je

12h71bbnetanayaupartirabbidefectueu2

le crois, une fois de plus. Si le devin s'y retrouve aussi. En outre, je crois *bb* Netanyahu appartenir aussi cette *Église* réputée infructueuse aussi, si l'on y va par les aphorismes de la paix. Fou furieux de guerres, c'est à Dr Joël Des Rosiers psychiatre grand écrivain non saducéen, mais haïtien, qu'il appartient ce diagnostic par l'application désormais légale : consultation à distance, par la grâce de la COVID-19. D'autant plus qu'il possède déjà les plages de définition dans *Métaspora ou les patries intimes*. Il faut constater néanmoins que *bb* aurait agi comme la *mafia calabraise* pour camoufler ses impairs estimés de '*vols*' [d'après l'as des accusations déposées par l'État (Membre) Hébreu, dans les tribunaux réputés de droit] pour simuler une guerre sans fin. *Ce qui n'est pas sans rappeler l'abbé du deal déchu pour ne pas savoir compter entre ses pairs et la réalité de l'électorat*. Ni Rabbi ni Pape ni Imam ni Ougan, n'ont salué *bb* comme nous de l'Observatoire !

Tandis que je souligne la notion de la valeur en douane de la publication du mercredi 9 juin (H-O), [et, c'était mon avis] avant l'abaissement de *bb*, l'ami au bout du fil m'a souri singulièrement avec la motion : « *autosatisfaction* ». J'ai reçu entre autres, plus de notes amicales cela dit,

Suite en page 14

Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 14

LA RÉALITÉ DES GANGS ARMÉS RATTRAPANT JOVENEL MOÏSE

Le quartier général de l'UDMO bientôt siège social des gangs armés

Suite de la page 1

ui empêcherait aux gangs, qui contrôlent cette juridiction, d'imposer des redevances à cette communauté ?

Bien que les autorités policières aient annoncé la fermeture partielle de certaines de leurs installations capturées par les bandits, la semaine dernière, l'évacuation des policiers est totale dans les sous commissariats suivants : Duvivier, Drouillard, Soleil 2, Station des Gonaïves et de Cazeau, qui sont, apprend-on, occupés par les gangs liés au G-9 fédérés en famille et alliés.

Le sous-commissariat de Portail Saint Joseph est-il repris par la PNH

Par ailleurs, les commissariats de Gran Ravin et de Martissant avaient été vidés de leurs garnisons et de toutes les armes et munitions qu'ils renfermaient. Ainsi que le sous-commissariat de Portail Saint-Joseph. L'institution policière a indiqué avoir repris le contrôle du sous-commissariat de Portail Saint Joseph, laissant croire que les autres, qui avaient été capturés, la semaine dernière, sont toujours occupés par les bandits. Dans ce cas, si les gangs armés se livrent bataille, dans le but d'élargir leurs espaces de contrôle, par rapport à leurs rivaux, ils se trouvent aussi aux prises avec la Police nationale, pour la même raison, en étendant leur autorité sur les juridictions où se trouvent établis les commissariats.

Il semble que la campagne pour la conquête de territoire à laquelle se livrent les gangs armés continue. Car, mine de rien, ces derniers ont fait la jonction physique entre Martissant et Laboule, dans les hauteurs de Pétion-Ville, principal lieu de résidence des couches aisées. Les bandits armés, généralement relégués aux quartiers défavorisées, ambitionnent de devenir voisins des bourgeois. Voilà une expression de l' « *évolution des ambitions* », qui pourrait s'étendre à d'autres domaines, y compris le pouvoir. En tout cas, Ti-Makak, allié du défunt chef de gang Arnel Joseph, a donné l'exemple de ce phénomène en s'installant à Laboule 12. Cela le met sous son contrôle les communautés suivantes : Grenier, Désiré, Desrivières et Fessard. Première étape de sa campagne d'accaparement, en tout ou en partie, de vastes propriétés que détient dans la zone « *Toto Borlette* », de son vrai nom Jean-Mau Santo Petit.

Qu'on ne se fasse aucune illusion, les gangs armés ont les mêmes ambitions que leurs alliés du pouvoir PHTK, notamment, Michel Martelly, Jovenel Moïse et consorts, qui aspirent aux pouvoirs et aux millions. Si, dans un premier temps, ils donnent l'impression de s'accommoder de ce qu'ils ont, en vertu de l' « *évolution des ambitions* », il arrivera un temps où les bandits entendent se donner autres choses. Une fois les voies et moyens trouvés, ils ne manqueront pas de lancer l'assaut final. Depuis tout ce temps, Ti-Makak se contentait de ce qu'il avait. Le voilà présentement installé à Laboule 12 où, dit-on, il occupe la maison d'un ex-président, René Préval. Cette villa, devenue patrimoine d'Élizabeth Debrosse-Delatour-Préval, depuis la mort de son mari, a été mise sous « *séquestre* » par Jovenel Moïse, dans le cadre de son contentieux contre la compagnie SOGENER, dont la veuve de Préval est actionnaire. Il semble que Ti-Makak ait pris logement dans ce luxueux palace, car dans l'obscurité depuis plus d'un an, la villa est présentement allumée.

Les gangs armés sont-ils prêts pour l'ultime affrontement ?

« *Petit poisson deviendra grand, pourvu que Dieu lui prête vie [..]* » (Le petit poisson et le pêcheur, Jean de Lafontaine). Il y a un an, deux ans, ou même trois, les gangs armés n'auraient jamais osé s'attaquer à un commissariat de Police. Les affrontements qu'ils suscitaient se limitaient entre eux. Mais, aujourd'hui, «*devenus grands* », très musclés, en termes d'armes puissantes et sophistiquées en leur possession, ils se sentent de taille à se collecter avec les forces de l'ordre. Les attaques menées simultanément contre plusieurs commissariats traduisent un état d'âme, ils désirent davantage que la simple autorité d'exister, de rançonner la population ou de s'entretuer. Le pouvoir et les millions, qu'ils voient et sentent autour d'eux restent la « *chasse gardée* » des détenteurs de l'autorité de l'État et des « *bourgeois* ». Le moment viendra pour eux, s'il n'est pas arrivé encore, de baver d'envie de jouir, à leur tour, de tels bienfaits, et de se donner les moyens d'y parvenir.

Il faut se demander si l'offensive lancée contre les sous commissariats de Cité Soleil et la capture du commissariat de l'UDMO ne sont pas le début de l'ultime affrontement ? Surtout que, quand on y pense, ces malfrats ont fait une descente contre les entreprises situées dans l'aire de l'Aéroport, particulièrement chez Behrman, un concessionnaire d'automobiles, en plus de donner aux autres entreprises basées dans ce même quartier, jusqu'à midi (lundi 14 juin), pour qu'elles ferment leurs portes.

Quartier général de l'UDMO à Cité Soleil

On retiendra que, là encore, la Police appelée au secours de ces entreprises, n'a pas su s'imposer aux bandits. Tout comme cela a été constaté à l'occasion des affrontements précédents qu'elle a eus avec les gangs armés.

Quand on parle de la capacité des gangs armés de se mesurer à la Police nationale, il semble que le directeur général de l'institution policière nationale se rende compte de l'infériorité de ces troupes face aux bandits. Ne s'est-il pas déclaré incapable de se collecter avec eux, voire même de les mettre au pas, comme cela devrait être, au point de demander à la population de « *se soulever* » contre eux ? Le DG de la PNH a souligné que « *la Police a besoin d'un environnement de sécurité pour faire son travail* ». Aussi a-t-il invité le peuple à se soulever contre l'insécurité prévalant présentement dans le pays.

Il est curieux de constater que, face aux affrontements inter-gangs dont la zone de Gran-Ravin, de Petit Bois et de Martissant ont été et sont encore le théâtre, depuis déjà plus d'une semaine; ou bien en vue de l'attaque simultanée des malfrats contre plus d'une demi-douzaine de sous commissariats, dont la capture d'un commissariat, aucune réaction de la Police indiquant une action en riposte, en bonne et due forme aucun coup de force n'a été mené contre eux. Ni de déclaration de la part du président de facto Jovenel Moïse vociférant son indignation et sa volonté de sévir sans merci contre ceux responsables du carnage, à Martissant; et de l'impertinence commise contre les policiers dans les différents commissariats qui ont été envahis. De surcroît, on ne peut s'empêcher de constater à quel point Jovenel Moïse se révèle en-dessous de la tâche, en sus de confirmer son état de « *menteur invétéré* ». Car, plus de trois mois après avoir fait semblant de monter au créneau pour dénoncer le massacre de six policiers, à Village de Dieu, le 12 mars, promettant de passer des instructions à la Police pour que soit lancée une opération punitive contre ces bandits, rien n'est fait. Le dossier a été tout simplement mis aux oubliettes.

Tout semble indiquer que les gangs armés sont en phase d'entraînement de leurs compétences, en vue de lancer l'ultime assaut du pouvoir. D'aucuns pensent que le comportement de « *soumis* » affiché à leur endroit par Nèg Bannann nan constitue la preuve que le pouvoir et ses forces coercitives sont dépassés par les bandes criminelles armées, qui imposent leur loi aux population ainsi qu'au gouvernement.

Au rythme que les gangs armés perpètrent leurs attaques, il faut craindre qu'ils ne lancent

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Suite en page 13

avec les rescapés du lendemain de *bb remis à ses adieux*.

Voici un extrait de la conclusion. Analysons en amateur ici, signe des temps : Benyamin Netanyahou le temps de partir. Israël [pays du rabbin vu chez Muscadin] ne pourra se construire la paix avec *bb* l'accusé, il faut accepter le fait que l'État d'Israël s'est construit une réputation en ne se laissant pas faire par des États arabes... Rabbi cherche-t-il refuge politique chez l'Enfant de Dessalines ? *Adieu Marx.*]

Je ne vais donc pas en fausse modestie ni par la pédanterie, mais, sur le besoin de lire comme à l'époque du *faux-baron*-Black remis de ses vilaines fautes qui lui ont causé l'internement aux É. U., par sa façon de lécher les bottes de *l'abbé du deal* pour lui faire croire au génie. Début-mai, l'observatoire nous le disait déjà tandis que la presse locale et internationale s'en accaparait seulement la *mi-mai* 2019. En effet, *bb* tombe là où Israël devra apprendre à mieux gérer le besoin de paix dans un monde où l'on va devoir repartir sur la forme d'économie dont la Chine maitrise l'affaire commerciale. Moscou l'a plus que compris et joue aux lobbyistes dans la cour même de l'Europe réputée hostile en recrutant un autre condamné français, sous prétexte d'expertise et de réputation de conseiller. Je parle de l'ancien premier ministre candidat déçu qu'est F Fillon. Cela nous concerne tous par les conventions sur l'argent sale, même si dira-t-on que la culpabilité n'est pas héréditaire. Mais, l'argent du crime ne peut profiter à la progéniture ni aux relations, quand F Bensouda (CPI) ne fait qu'accuser le citoyen du pays tiers sans toucher aux anciens colons. *Oh, l'étranger qui dort chez nous* ?

Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 15

RETOUNEN
NAN SA NOU RENMEN
Vaksen kont COVID-19 yo san danje, yo bay rezilta e yo pral ede nou tout retounen jwenn moun ak aktivite nou sonje yo.
JWENN ENFÒMASYON. PRAN VAKSEN AN.
NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY
Pou jwenn enfòmasyon sou vaksen kont COVID-19 yo, ale sou nyc.gov/covidvaccine. Ale sou nyc.gov/vaccinefinder oswa rele 877-829-4692 pou jwenn yon lokal vaksinasyon pou pran vaksen kont COVID-19 ou a.
NYC Health
Bill de Blasio Majistra
Dave A. Chokshi, MD, MSc Manm Komisyon

HAPPENINGS!

Continued from page 7

he project. Indeed, it is not too late to honor this visionary, the first non-native Potawatomi Indian of the region, who had the first trading post at the confluence of the Chicago River with Lake Michigan. In a catholic ceremony, October 27, 1788, he had married Kitihawa, a Potawatomi whose Christian name became Catherine.

***The gangs threaten the life of human rights defender Pierre Espérance, prompting intervention by some in Congress.**

Monday, June 14, heavily armed men, on motorcycles, surrounded the office of Pierre Espérance, who heads the Haitian Network for the Defense of Human Rights (French acronym RNDDH), making good on publicly announced threats that he was marked for death. A police detachment arrived in time to disperse the assailants, but no arrest was made.

Contacted by telephone, Mr. Espérance said, the assailants are members of the gang "Krache Dife" (Spitfire) allied to the G-9 Family and Allies, under the command of Jimmy Chérizier, alias Barbecue, closely linked to the regime. "As you know," said Mr. Espérance, "I am a target for all I do in the field of human rights, even testifying in Congress. But the latest ongoing photo display of victims in the past two years has raised their ire to the high heavens." Interestingly, the connection of State and the G-9 Family is no longer a secret because their registration at the Ministry of Social Affairs as a not-for-profit organization has been leaked.

The reaction from Congress has been swift. The same Monday, Representative Andy Levin tweeted, *and "I understand gangs are menacing the office of RNDDH in Haiti, a critical human rights organization in Haiti. I am working urgently to learn more & praying for the safety of any employees who may be inside."* House Affairs Foreign Committee Chairman Gregory Meeks also tweeted on Monday: *"I'm deeply concerned by report that gangs are threatening human rights leader outside his office . . . . I pray for Pierre's safety and call on the Moise government to immediately end its complicity in Haitian gang violence."*

Then on Tuesday, before noon, the American Embassy in Port-au-Prince issued this statement, which was tweeted also: *"We are very concerned by ongoing threats against RnddhAyiti and thank @pnh official for providing support. Human rights defenders are key in protecting civic space to strengthen democracy, human rights, and the rule of law."* Signed: ***#AmbSison.***

Obviously, the involvement of the so-called government of Haiti in gang activities can no longer be denied. There can't be any accord with such villainous officials to organize free, fair and democratic elections.

RAJ

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Cidihca Adm
Découvrez la dernière parution des Éditions du CIDIHCA
HAÏTI

Journal 16 - 23 juin 2021.qxp_HO 6/16/21 3:54 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES

Des faits de l'actualité—d'ici et de là

*L'ONU se réveille et découvre la « *recrudescence de la violence* » des gangs armés. En effet, c'est lundi, 14 juin, que le BINUH (Bureau intégré des Nations Unies en Haïti) a émis, sur son compte Twitter, un communiqué, se disant « *profondément préoccupé par la recrudescence de la violence des gangs armés* » contre la population.

Joe Biden rencontre Vladimir Putin, dans le cadre de son voyage européen.

Ainsi, cette exhortation de cet organisme de l'organisation internationale, qui devait aider le gouvernement en matière de justice et de démocratie : « *Nous exhortons toutes les parties intéressées à mettre fin à la violence et à permettre l'accès à l'aide humanitaire aux populations dans le besoin* ».

Pourtant, depuis le 1er juin, voilà déjà deux semaines, les gangs s'affrontent à Fontamara et à Martissant, au sud de la capitale; que la semaine dernière, les gangs ont attaqué au nord de Port-au-Prince, causant la mort de plusieurs policiers, y compris celle d'un inspecteur de Police. Et le BINUH est resté muet, tout comme le président de facto Jovenel Moïse. Tout d'un coup, l'ONU se réveille, mais le président dort toujours.

C'est à ne rien comprendre que l'UNICEF, une autre branche de l'ONU, ait fait des rapports accablants sur la situation en Haïti. Selon une dépêche de l'Associated Press (AP), en date du 15 juin, citant l'UNICEF, quant aux actions des gangs, « *8 500 femmes et enfants ont, de force, laissé leurs maisons dans la capitale d'Haïti au cours des deux dernières semaines* ».

La situation empirait bien longtemps avant l'éclatement de la violence à Fontmara et à Martissant. Toujours selon l'UNICEF, 14 000, (entendez bien quatorze mille) personnes, à Port-au-Prince, ont délogé, durant les neuf derniers mois, à cause de la violence. Des familles avec leurs enfants dorment sur parquet, dans le gymnase de la commune de Carrefour, leurs effets empilés.

Suite à sa conversation, avec Bruno Maes, le représentant de l'UNICEF, en Haïti, qui a émis le rapport, lundi, 15 juin, le correspondant de l'AP le cite en ces termes : « *Il s'agit d'une guerre de guérilla avec des milliers d'enfants et de femmes pris entre les tirs croisés* ».

Fini le règne de Benjamin Netanyahu en Israël.

Et l'on s'en fout dans les hautes sphères gouvernementales, jusqu'au point où le directeur général qui, hier encore, faisait bastonner les manifestants, se laisse aller jusqu'à demander à ce même peuple de se « *révolter* » contre les gangs. C'est qu'il n'est pas à l'abri lui-même. N'a-t-il pas dit qu'il a fait le nécessaire dans la crise de Martissant, mais qu'il revenait aux « *autres* » de faire leur devoir ? Qui sont-ils, ces autres ? Seraient-ils ceux, en haut lieu, ayant des contacts et des contrats avec les malfrats ? La réponse se fait toujours attendre.

En matière de sécurité, la situation s'aggrave quand un ministre est obligé de se mettr à couvert, parce que menacé par des gangs. Il ne s'agit pas de n'importe quel ministre, mais bien de Louis Gonzague Edner Day, titulaire de l'Intérieur et des Haïtiens vivant à l'étranger.

Selon une note parue, hier matin, (mardi 15 juin) dans JJJ Communications, sur WhatsApp, (Source : Radio Caraïbes), en créole, on lit : « *Minis Gonzague Day abandone rezidans li ki se lan 2ème Ruelle Nazon. Yon oditè rele, li di ke Minis lan mete vi vwazinaj li yo an danje. Depi kèk tan nèg Chef Gang IZO voye nèg a moto pase lan zòn kay Gonzague Day. Yo pase avèk Zam ap veye Minis la* ».(sic).

À l'intention de nos lecteurs francophones, nous soulignerons que le ministre Gonzague Day aurait abandonné sa résidence, à la 2e Ruelle Nazon (à Port-au-Prince), selon un auditeur qui aurait appelé (Radio Caraïbes) pour informer que M. Day s'est déplacé, parce qu'il mettait la vie des voisins en danger, car des hommes du chef de gang IZO, à moto et armés, rodaient près de sa résidence en train de surveiller le ministre.

Nous avons essayé, en vain, de contacter le ministre pour avoir sa version des faits. Si les bandits n'ont pas froid à l'œil pour épier ce puissant ministre, dont dépendent toutes les municipalités et les communautés territoriales, en sus de ses tentacules en diaspora, les autres ministres doivent s'attendre au pire.

***Après 13 ans au pouvoir, Benjamin Netanyahu, 69 ans, a été mis à pied, dimanche dernier, par un vote du Knesset, le Parlement israélien.** Il a fait histoire, devait souligner le journal *Times of Israel*, dans son édition du samedi dernier, citant l' « Israel Democracy Institute », qui a réalisé le calcul. En effet, Nethanyahu a passé 4 876 jours au pouvoir détenant le record dans le poste de Premier ministre ayant passé le plus longtemps au pouvoir, dépassant David Ben-Gurion, le père fondateur de la nation, qui n'avait gouverné que durant 12 ans.

La victoire du nouveau Premier ministre, Naftali Bennett, 49 ans, résulte d'une entente entre les partis du centre, de la gauche et de l'extrême droite qui se sont unis pour mettre fin à la primature de Benjamin Netanyahu, désormais, chef de l'opposition. Bennett, multimillionnaire, a fait sa fortune dans le domaine de la technologie. On attend pour voir quelle politique le nouveau dirigeant d'Israël va-t-il entreprendre face aux Palestiniens, à Gaza. Souscrira-t-il à la politique d'un nouvel État pour les Palestiniens ?

Le président Joseph Biden, à l'occasion de sa première visite à l'étranger, visite l'Angleterre et la Belgique. C'est aujourd'hui, mercredi, 16 juin, que le chef d'État américain rencontre son homologue russe, Vladimir Putin, lors de son dernier tête-à-tête avec un leader qui avait tissé des liens d'amitié, pourrait-on dire, avec son prédécesseur qui, lui, avait antagonisé les anciens alliés européens de l'Oncle Sam. On attend, impatiemment, de savoir comment les deux leaders de deux pays les plus puissants du monde, outre la Chine, vont s'entendre.

Arrivée à Londres du président Biden et de la première dame,J12

En tout cas, Joe Biden s'est montré affiche sa bonne disposition en commençant par renouer avec les anciens partenaires des États-Unis dans le Vieux Continent. Ainsi, laissant son pays, mercredi dernier, 9 juin, il avait atterri à Cornwall, dans le sud anglais, où s'est tenue la réunion du G-7, les dirigeants des pays les plus riches. Il a eu des réunions en aparté avec des leaders européens à qui il a exprimé son désir de reprendre les relations d'avant Trump. Aussi tenait-il une carotte, les 500 millions de de doses du vaccin Pfizer que son administration a achetées afin de mettre à la disposition d'une centaine de pays. Ainsi, d'entrée de jeu, est présenté un projet commun à dégager.

Dimanche, 13 juin, le président Biden a été accueilli, au Château Windsor, par la reine Elizabeth II. Puis lundi et mardi, il a eu d'autres réunions avec certains de ces nouveaux amis, toujours dans le contexte de préparer le terrain, en vue d'un nouveau partenariat États Unis-Union européenne. On ne saurait que lui souhaiter bonne chance.

***Dernière heure ! Hier, 15 juin, l'état d'alerte a été décrété pour les policiers haïtien dans tout le pays.** C'est Juno7ht, qui a publié, tard hier soir, que lors d'une conférence de presse, ce jour-là, Marie Michelle Verrier, porte-parole de la Police nationale d'Haïti (PNH) a annoncé que, jusqu'à nouvel ordre, tout le personnel policier est placé en « *état d'alerte maximum sur tout le territoire de la République* ».

Marie Michelle Verrier, porte-parole a.i. de la PNH.

Cela entend que, hormis les cas de maladie, tous les congés sont annulés. La raison avancée : une mesure visant, dit-elle, « *à faciliter qu'un effectif suffisant de policiers soit disponible en permanence dans toutes les structure de police* ». N'est-il pas opportun de dire : « Il y a anguille sous roche » ?

Pierre Quiroule II
16 juin 2021